



L'hebdomadaire du Nouveau Parti Anticapitaliste

TOUT!

est à nous!

Dossier

Le PS au
Gouvernement.

Du socialisme comme référence historique
au néolibéralisme comme politique

Pages 6 et 7



n°196 – 23 mai 2013 – 1,20 €

www.npa2009.org

HOLLANDE II

la suite...



Palme d'or de l'austérité pour ce très mauvais film

Le déroulement est parfaitement orchestré : mercredi 15 mai, grand oral devant la Commission européenne, et le lendemain conférence de presse de l'an II du quinquennat. Hollande a commencé son mandat en mettant ses pas dans ceux de Sarkozy, en faisant adopter le TCSG que son prédécesseur avait négocié avec Angela Merkel, en actant l'austérité automatique, obligatoire et à perpétuité. Il entame sa deuxième année en confirmant qu'il va bien mettre en œuvre les contre-réformes libérales prescrites par la Commission européenne.

Il fanfaronne : « En France, nous avons engagé des réformes de compétitivité et nous allons continuer, non parce que l'Europe nous le demanderait mais parce que c'est l'intérêt de la France ». Il a en partie raison. Si ce n'est que les réformes sont faites non dans « l'intérêt de la France », ce qui ne veut absolument rien dire, mais bien dans celui du patronat et des classes dominantes. Cette Europe des patrons et de la finance sert exactement à ce pour quoi elle est faite : imposer les politiques d'austérité aux populations qui n'en peuvent plus. Le soi-disant sursis de deux ans obtenu pour ramener le déficit budgétaire en dessous des fameux 3 %, n'est qu'un moyen de chantage de plus.

SUITE PAGE 2



Agenda

25 mai, manifestation de solidarité avec les Roms, Paris. RV à 15h au départ de la place Saint-Michel et en direction de l'Hôtel Matignon.

25 mai, Six heures pour la santé, l'action sociale et la protection sociale, Paris. À partir de 9h à la Bourse du travail (salle Henaff), 29 bd du Temple, Paris 3^e.

26 mai, Réunion publique de solidarité avec la Syrie, Saint-Denis. RV à 18h au Théâtre de la Belle Étoile, 14 rue Saint-Juste, La Plaine-Saint-Denis, M^o Front populaire. À l'initiative de Chams, Fase, GA, NPA, PG...

30 mai, meeting unitaire CAC 65. Avec Jean-Marie Harribey (CAC et Attac), Francis Wurtz (PCF), Martine Billard (PG) et Philippe Poutou (NPA). RV à 20h à la Bourse du travail, 5 boulevard du Martinet à Tarbes.

31 mai, réunion publique avec Olivier Besancenot, Cergy (95). RV à 20h à la Maison des quartiers des Linandes, rue des Linandes-Beiges.

1^{er} juin, Six heures pour construire l'alternative, Montpellier. De 17h à 23h, salle Guillaume de Nogaret (espace Pitou, Peyrou). À 20h 30 Réunion débat avec Philippe Poutou. Ateliers-débats, animations enfants, musique, restauration, stands associatifs, librairie...

À SUIVRE SUR
www.npa2009.org

● ● ● SUITE DE LA PAGE 1

La même chose, en pire

Les chiffres qui tombent confirment ce que chacunE sait : le chômage n'a jamais été aussi important et le pouvoir d'achat jamais aussi bas depuis trente ans. La récession est bien là. La situation est déjà insupportable et elle ne peut qu'empirer. Mais Hollande fait le coup de l'offensive et du mouvement, parle de « la France de demain et même d'après demain » et promet la croissance, la sortie de la crise, la fin de la récession, genre on fonce droit dans le mur et pourtant on accélère ! Hollande se félicite du budget d'austérité, du pacte de compétitivité, de « l'allègement du coût du travail », de l'ANI devenu la loi de flexibilisation de l'emploi... de son « An I » pour mieux annoncer que la suite sera la même chose, en pire !

La suite a déjà commencé, avec la préparation de la conférence sociale fixée les 20 et 21 juin et consacrée, entre autres, aux retraites. Hollande ne fait pas mystère de ses intentions, et prévient : « On vit plus longtemps, on devra donc travailler un peu plus longtemps ». Instruit par la méthode Sarkozy qui, faute de discussion, avait débouché sur le front syndical de l'automne 2010, et satisfait par celle de la conférence sociale qui a donné l'ANI, le gouvernement va embringuer les principales organisations syndicales dans le dialogue social. Son objectif est de faire valider par une partie du mouvement syndical ses projets d'allongement de la durée de cotisation et de baisse des pensions, désindexation et hausse de la CSG. Mais ce n'est pas tout : sont d'ores et déjà dans les tuyaux la baisse des allocations familiales, l'austérité pour les collectivités territoriales et une nouvelle étape dans la libéralisation des marchés des biens et des services, c'est-à-dire dans la privatisation et la mise en concurrence de l'électricité et du transport ferroviaire.

Hollande « An I » a fait une politique qui a ravi le Medef. Hollande « An II » s'adresse d'abord



Manifestation contre le TSCG à Paris le 30 septembre 2012. PHOTO THÉÂTRE ROUGE / FRANCK HOULGATTE

aux patrons, n'a pas un mot pour les classes populaires : rien sur l'appauvrissement ou les inégalités sociales. Et sur le droit de vote pour les étrangers, c'est l'annonce de l'enterrement de première classe.

Au programme, la troïka

Le calendrier ne doit rien au hasard. Le gouvernement Hollande-Ayrault se conforme scrupuleusement à l'agenda néolibéral de la troïka, parce qu'il adhère sans réserve à son programme. Pourtant les mêmes recettes amères produisent les mêmes catastrophes sociales. En Espagne, en Grèce, au Portugal, en Irlande, où le démantèlement social a été mis en œuvre à marche forcée, le taux de chômage, la précarisation et la pauvreté atteignent des records. Ces économies sont entraînées

dans des spirales dépressives sans fin, à l'exact opposé des lendemains ou surlendemain radieux prophétisés par Hollande.

Pour celles et ceux qui subissent les conséquences de cette politique, la leçon est claire. Non seulement, il n'y a rien à attendre de Hollande, mais il est tout à fait illusoire de prétendre lui faire « changer de cap ». Il n'y a pas d'autre réponse que de se mobiliser pour mettre en échec sa politique qui continue celle de Sarkozy en l'aggravant.

Il n'y aurait pas d'autre choix, nous dit Hollande ? Si ! Celui d'une autre répartition des richesses, d'en finir avec l'austérité. Ces choix-là, il faudra les imposer par les luttes et les mobilisations. L'offensive doit changer de camp, elle doit être du côté de l'opposition de gauche à ce gouvernement.

Christine Poupin

regards

Propos recueillis par **Silvia Cabezas¹**. Traduction française : **Ataulfo Riera²**.

Mouvement des indignés : « il nous a redonné confiance dans le "nous" pour pouvoir changer les choses »

Entretien. Auteure de plusieurs livres, dont le plus récent est *Planeta Indignado. Ocupando el futuro* (Sequitur, 2012), **Esther Vivas** est chercheuse en mouvement sociaux et porte-parole de l'organisation *Izquierda Anticapitalista* (État espagnol). Dans cet entretien, elle tire le bilan du mouvement des indignés, tout en présentant ses acquis politiques.

Nous sommes au deuxième anniversaire du mouvement du 15-M. Quel bilan en tires-tu ?

Je pense que l'impact le plus important du 15-M et des Indignés s'est produit dans l'imaginaire collectif, autrement dit dans la manière de percevoir le monde et dans la capacité de mettre en question ce qui nous a conduit à la situation présente de crise. En outre, il nous a redonné confiance dans le « nous » pour pouvoir changer les choses.

Depuis le début de la crise, les différents gouvernements qui se sont succédés dans l'État espagnol nous ont répété à satiété que nous « avions vécu au dessus de nos moyens » et ils nous ont fait nous sentir complices, voire coupables, de la situation. Mais le 15-M a rompu avec ce discours hégémonique et a construit un discours contre-hégémonique. Nous ne sommes ni coupables ni complices de cette situation car nous en sommes les victimes. Le mouvement a été capable de créer un discours alternatif, en générant

un changement de mentalité dans l'imaginaire des gens.

Qui sont les responsables directs de cette situation ?

Les coupables sont les élites économiques et financières qui, avec le soutien de la caste politique actuelle, nous ont conduits à cette situation de banqueroute. Ce sont eux qui ont « vécu au dessus de leurs moyens » et ont spéculé dans l'immobilier, ont construit des milliers de logements qui sont restés vides.

Quelles sont les « idées-forces » de ce mouvement alternatif et sa nouvelle manière de faire de la politique à la base ?

Les médias disaient que c'était un mouvement apolitique, mais cela était faux parce que le mouvement revendiquait une autre politique, en comprenant la politique comme la lutte quotidienne pour nos droits, une politique à partir d'en bas, de la base. Après l'émergence du 15-M, le

mouvement a défini quelques principes qui le situent dans un axe idéologique de gauche : changer le monde et les politiques en faveur des gens. Et nous l'avons constaté dans les revendications qu'il défend : nationalisation des banques, démocratie réelle, politique au service des personnes, etc. Lors des campements du 15-M, il y avait de la politique. Elle ne se respirait pas seulement dans les déclarations et les discours mais aussi dans la pratique. L'occupation des places et les multiples activités qui s'y organisaient signifiaient la volonté de commencer à changer le monde ici et maintenant.

Dans le livre *Planeta indignado. Ocupando el futuro*, vous affirmez que changer le monde n'est pas une tâche facile ni immédiate. Qu'il s'agit au contraire d'une course de fond où il y a plus que jamais besoin d'intelligence et d'imagination stratégique. En quoi se concrétise cette imagination indignée ?



PHOTO THÉÂTRE ROUGE / JMB

Nous parlons de cette imagination parce que bien souvent le système nous a inculqué qu'il n'est pas possible de changer les choses. Il nous dit que le système ne fonctionne pas mais qu'il n'y a pas d'autres alternatives. Et l'émergence du 15-M a justement signifié tout le contraire. Les gens sont sortis massivement dans les rues et ont occupé l'espace public, les places. Et nous avons vu que si nous nous indignions, nous organisions, luttions et désobéissions, nous pouvions alors changer les choses parce que nous sommes nombreux. Qu'il existe des alternatives au système économique actuel et que, si elles ne sont pas appliquées, c'est parce que ceux qui dirigent ne sont pas intéressés car ils ont des liens étroits avec les élites économiques et financières et qu'ils bénéficient tous de cette situation. De fait, la crise est l'excuse parfaite pour appliquer une série de mesure d'austérité largement planifiées.

Que signifie aujourd'hui être anticapitaliste ?

Il y a de plus en plus de gens qui peuvent se sentir anticapitalistes, qu'ils se définissent comme tels ou non. Parce que, actuellement, ce qui est clair aux

yeux d'un nombre sans cesse croissant de personnes, c'est que ce système ne fonctionne pas. La crise a démasqué le capitalisme et a mis en évidence l'usure, l'avarice et la concurrence qu'il stimule et comment ce système place les intérêts particuliers d'une minorité au dessus des besoins élémentaires de la majorité. Le capitalisme transforme des droits fondamentaux en marchandises. On le voit avec l'accès au logement, le droit à l'enseignement et à une santé publique de qualité, le droit à nous alimenter de manière saine.

Comment voyez-vous le probable « saut dans la politique » de certains mouvements sociaux ou plateformes civiques ?

Je crois que les mouvements sociaux doivent toujours être indépendants par rapport aux organisations politiques. Mais il faut également souligner les limites de la mobilisation en soi. De mon point de vue, je pense que, pour changer les choses, au-delà de la lutte dans la rue et de la désobéissance qui sont indispensables, il est également fondamental de construire des alternatives politiques, antagonistes à celles d'aujourd'hui, qui défendent une autre pratique politique, loyales aux gens qui luttent et avec un programme de rupture avec le système. Sinon, en restant cantonnés aux mouvements sociaux, on risque de se limiter à être un lobby vis-à-vis de ceux qui dirigent. C'est déjà arrivé en Argentine, en 2001, quand les gens sont sortis dans la rue en criant « *Qu'ils s'en aillent tous* ». Et tel fut le cas. Ils sont tous partis mais les mêmes de toujours sont revenus avec la famille Kirchner au grand complet.

Retrouvez l'intégralité de l'interview sur : <http://esthervivas.com/francais/>

1. PiensaEsGratis.com

2. Avanti4.be

AUSTÉRITÉ

Une récession à n'en plus finir

Contrairement aux prévisions de l'INSEE et de la Banque de France, le PIB a de nouveau reculé de 0,2% au 1^{er} trimestre 2013. Depuis un an, la consommation stagne et l'investissement des entreprises plonge de 2,5% sur un an. Le déficit commercial s'accroît à nouveau, après avoir diminué en raison d'une baisse des importations.

Après une timide reprise en 2010, tous les indicateurs sont donc dans le «rouge» depuis deux ans sans espoir d'amélioration ces prochains mois. Le chômage réel va donc continuer à grimper. Dans le même temps, de façon totalement surréaliste, abreuvée de liquidités, la Bourse s'envole alors que les profits stagnent ou reculent (-28% pour les groupes du CAC40 en 2012). Une nouvelle bulle financière se forme et finira par éclater: il faudra des plans d'austérité encore plus durs pour sauver les grands groupes capitalistes «too big to fail» (trop grands pour être mis en faillite).

Le maillon faible

Du point de vue du capital, la France est désormais le maillon faible de l'Europe. Dans les pays de l'Europe du Sud, les salaires ont baissé depuis 2009-2010. En Allemagne, avec l'Agenda 2010 au début des années 2000, Schröder a coupé dans les dépenses sociales et les salaires ont été bloqués. La France fait désormais figure d'exception: pendant la crise, malgré l'austérité, les salaires ont continué à augmenter plus vite que la productivité, si bien que le taux de marge des entreprises a baissé, accentuant la crise de rentabilité du capital.

La «compétitivité» de la France est au plus bas, malgré la réforme du marché du travail (ANI) et le pacte de compétitivité (avec un cadeau de 20 milliards de baisse d'impôts pour les patrons). Avec la monnaie unique, la seule variable d'ajustement pour regagner en compétitivité est la baisse des salaires. Sans possibilité de dévaluer, de restreindre la liberté de circulation des marchandises et des capitaux, la mise en concurrence des travailleurs se déploie sans entraves et aligne les droits sociaux vers le bas. En bon gestionnaire des intérêts du capital, la feuille de route de Hollande est simple: baisser le «coût» du travail, pour augmenter les marges des entreprises, afin de relancer l'investissement et donc la croissance.

Quelle rupture avec l'Union européenne?

Ces bons conseils lui sont bien sur adressés par les libéraux... mais aussi par un prestigieux économiste «antilibéral», par ailleurs membre du collectif des «économistes atterrés», Philippe Askenazy. Ce dernier a pondu avec d'autres un



rapport¹ où il met de côté la «relance pour les gogos», et suggère trois pistes pour baisser le coût du travail:

- la multiplication des dérogations aux accords de branche, qui sont beaucoup trop rigides, et empêchent le blocage des salaires;
- le basculement des cotisations sociales vers les impôts pour faire passer le financement de la protection sociale des patrons vers les salariés;
- l'inflation, parce que c'est plus facile de baisser les salaires réels grâce à l'inflation qu'en baissant le salaire nominal (un grand classique préconisé cyniquement par Keynes en son temps... et repris aujourd'hui par Mélenchon qui loue les vertus «sociales» de l'inflation).

Ce point de vue n'est bien sûr pas partagé par la plupart des antilibéraux. Si de plus en plus

se prononcent pour la fin de l'euro, le dernier en date étant Oscar Lafontaine, dirigeant de Die Linke en Allemagne, la rupture avec l'UE est une condition nécessaire mais pas suffisante pour une politique alternative. La sortie de l'euro couplée à la mise en place d'une politique de relance keynésienne (hausse des salaires et des dépenses publiques) ne ferait qu'aggraver la crise de rentabilité du capital et se terminerait inéluctablement par une austérité accrue. C'est la mise hors d'état de nuire des capitalistes, par leur expropriation des principaux moyens de production, couplée à la planification de l'économie, qui seule pourra permettre la satisfaction des besoins sociaux.

Gaston Lefranc

1. <http://www.cae.gouv.fr/IMG/pdf/CAE-note005.pdf>



Par **Manu Bichindaritz**

ILS NE L'EMPORTERONT PAS AU PARADIS!

À la veille d'un Conseil européen traitant de l'évasion fiscale, le ministre du Budget, Bernard Cazeneuve, a voulu se montrer ferme contre les fraudeurs. Dans une interview donnée au *Parisien*, il est revenu sur le projet de loi du gouvernement qui sera présenté au Parlement dans quelques semaines. «Il n'y aura ni amnistie ni cellule de régularisation [des fraudeurs]. Il doit y avoir un processus transparent, de droit commun, leur permettant de se mettre en conformité avec la loi. Il n'y aura donc aucune disposition dérogatoire». Et Pierre Moscovici, le grand argentier, d'en rajouter: «La finalité n'est pas de faire un cadeau aux exilés». Les deux ministres font mine de bomber le torse, mais la baudruche se dégonfle bien vite. Ce dont il est ici question, ce n'est pas de prendre les mesures autoritaires pourtant nécessaires afin de récupérer les 60 à 80 milliards d'euros qui chaque année échappent à l'État (de 16 à 22% des recettes fiscales brutes de 2012, d'après le syndicat Solidaires-finances publiques). Non, que les grands fraudeurs, avec à leur tête les entreprises, se rassurent: il s'agit tout simplement de continuer une pratique... finalement très favorable aux fraudeurs! Comme l'explique Moscovici lui-même, «Dès lors que quelqu'un est exilé fiscal, l'objectif est de le faire revenir (...) Il faut mettre en place des discussions avec le fisc pour trouver un accord dans le respect du droit (...) Les fraudeurs devront rembourser 60% des sommes dissimulées». Curieux droit des puissants. Et ce n'est pas la maigre cinquantaine d'agents supplémentaires recrutés pour la lutte contre la fraude fiscale qui aideront à régler le problème. Quelques semaines après l'affaire Cahuzac, rien de bien neuf donc. Pour récupérer les fortunes dérobées au fisc et les mettre au service de la collectivité, les mesures sont pourtant connues: lever le secret bancaire, et mettre les banques sous le contrôle des salariés et de la population. En un mot, socialiser. Qu'il soit fiscal ou autres, c'est sûr, les puissants et leurs amis du gouvernement ne l'emporteront pas au paradis!

UMP & FN Convergences et rivalités

«Aucun accord d'aucune sorte ne sera accepté avec le Front national. Tout élu UMP qui viendrait à passer un accord avec le FN se placerait immédiatement en situation d'être exclu de l'UMP» a affirmé François Copé après avoir suspendu Arnaud Cléré qui a mis en place une liste pour les municipales avec le FN dans une petite ville de la Somme. Un geste et une déclaration qui est loin de mettre un terme aux connivences entre droite extrême et extrême droite.

Arnaud Cléré a fait le choix de s'allier avec le FN avec l'assentiment des militants et proches de l'UMP «car cela fait trente ans que Gamaches est géré par une municipalité socialo-communiste». Et il n'est pas le seul à penser que le discrédit du gouvernement PS-EELV devrait permettre à la droite de gagner bien des municipalités. Les ambitions se bousculent, mais tout ce petit monde comprend vite que, seule, l'UMP ne sera pas en mesure de ramasser la mise.

Roland Chassain, le maire de Saintes-Maries-de-la-Mer, exprimait les choix de bien des UMP du Sud-Est en déclarant au *Figaro*: «Si on ne fait pas de listes d'union avec des sympathisants du FN, on ne gagnera pas certaines villes dont Arles, Tarascon, Saint-Martin-de-Crau ou Miramas.» On pourrait en ajouter bien d'autres...

Le baiser de la mort

L'occasion aussi pour le FN de prendre pied dans les institutions municipales. «On pourrait assister de-ci, de-là à un

certain nombre d'accords locaux avec des candidats de l'UMP mais aussi avec des candidats divers droite mais aussi, pourquoi pas, avec des candidats divers gauche», Marine Le Pen est prête à saisir toutes les opportunités. Ce qui ne l'empêche pas d'affirmer haut et fort que son parti était «opposant à l'UMP (...) coresponsable de la situation de notre pays» tout en partageant l'attitude de Brice Hortefeux: «Il n'en demeure pas moins qu'en démocratie, il peut vous arriver de vous retrouver sur une même opinion avec des partis politiques

que par ailleurs vous contestez.» Face à cette offensive du FN, l'UMP se défend comme elle peut, Copé, son président, posant à l'intransigeance. Fillon, lui, s'indigne et en profite pour se distinguer, un peu tard, de Sarkozy: «Nicolas Sarkozy pense que le Front national est à combattre parce qu'il affaiblit la droite. Moi, je pense que le Front national est à combattre parce qu'il est hors des limites du pacte républicain». L'essentiel n'est pas dans ce jeu d'ambitions rivales. À travers leur mobilisation

contre le mariage pour tous, les réacs ont fait tomber les barrières. Frigide Barjot a permis aux députés UMP de défilier coude à coude avec Collard, elle est loin cependant de les avoir mariés. Plutôt le baiser de la mort que la bague au doigt. Les combats de chefs et les rivalités d'appareil rendent impossible tout accord entre l'UMP et le FN. Cette bataille est attisée par les convergences qui travaillent l'électorat de droite que les uns et les autres ambitionnent de conquérir, en s'imposant comme le chef d'un potentiel grand parti de la droite extrême. Dans cette lutte de pouvoir, les municipales sont un rendez-vous important qui dessinera les nouveaux rapports de forces. La menace est bien réelle pour les travailleurs et la population. La réponse ne pourra venir que de ces derniers, de leur intervention pour défendre leurs propres intérêts, les droits sociaux et démocratiques.

Yvan Lemaître

LÉGISLATIVE PARTIELLE

Le NPA en campagne

La succession de Jérôme Cahuzac est ouverte dans la circonscription de Villeneuve-sur-Lot et une élection législative partielle aura lieu les 16 et 23 juin. Après un dernier sondage commandé par le PS qui le donnait en quatrième position derrière l'UMP, le FN et le PS, Cahuzac a décidé de se retirer. Définitivement? Les enjeux de cette élection.

O nze candidatures seront en lice, dont sept de droite et d'extrême droite, une du Front de gauche (GU/PC) et une du NPA. Nous ne savons pas où classer celle de EÉLV et du patron qui portera les couleurs du PS... Au-delà de cet aperçu synthétique de la situation locale, il est clair que cette élection partielle est surmédiatisée, dans un contexte local de crise politique. Le FN est annoncé à plus de 20%. Les médias, la presse locale et nationale saluent la déchéance du tricheur qui garantirait, selon eux, le retour de la probité dans les institutions bourgeoises de la République. Il s'agit en fait d'un rideau de fumée, d'une escroquerie visant à camoufler la dure réalité économique et sociale du pays et de la circonscription.

Pour une gauche de combat

C'est dans ce cadre que le comité Villeneuve-Fumel du NPA va présenter la candidature de Marifé Garay (enseignante) et de Florence Locci (ouvrière). Avec détermination, nous allons tenter de remettre les vrais problèmes sur le devant de la scène. Rassembler et lutter contre le chômage endémique, les fermetures d'entreprises, les bas salaires, la misère et la précarité qui explosent. Tenter d'unifier les résistances et les grèves. Refuser la privatisation de la santé publique et la destruction de l'éducation nationale. Il faut dépasser les divisions et se battre pour une véritable opposition de gauche indépendante du gouvernement PS-Verts. Il est nécessaire de rassembler les anticapitalistes et de mobiliser la jeunesse car nous savons bien, au-delà des urnes, que nous n'échapperons pas à un affrontement.

Philippe Poutou viendra le 10 juin dans la circonscription soutenir notre candidature.

CorrespondantEs

FRANCE-ALLEMAGNE

Une démagogie sur fond d'antagonisme

Une campagne est actuellement menée contre l'Allemagne, rendue responsable de tous les maux (capitalistes et gouvernement français n'y seraient pour rien!). Ainsi, Claude Bartolone, le président de l'Assemblée, appelle à une confrontation avec Merkel.

Dans la foulée, la direction du PS a failli adopter un texte dénonçant l'«intransigeance égoïste» de Berlin.

T out ceci s'articule évidemment aux prises de positions d'un Montebourg sur le «patriotisme économique», censé permettre de «retrouver l'ADN historique de ce qu'a été le capitalisme français», c'est-à-dire «un modèle entrepreneurial innovant et d'essence patriotique» (!). Et Jean-Luc Mélenchon joue évidemment sa partition dans ce chœur. À propos de Chypre, il n'hésite pas à titrer un billet de son blog «En route vers l'Europe allemande»...

Fin de partie à l'Élysée

Dans ce contexte, la conférence de presse de Hollande du 16 mai était attendue, tant à Berlin qu'à Bruxelles. Comme l'écrit le Monde, il a choisi «l'apaisement» et a commencé à reprendre à son compte les «conseils» de la troïka UE-BCE-FMI.

Un jour avant, le président «normal» s'était d'ailleurs rendu à Bruxelles. Là, au côté de Barroso, il avait annoncé l'accélération du rythme des réformes dites «structurelles» (en premier lieu, les retraites). Le lendemain, Hollande a donc repris à son compte l'objectif d'un «véritable gouvernement économique de la zone euro», menant à une «union

politique renforcée». Les termes étaient visiblement choisis pour ne pas heurter l'équipe Merkel.

Il s'agirait de discuter la politique économique, d'harmoniser la fiscalité, d'entamer la convergence des politiques sociales («par le haut»), etc. Par contre, pas un mot sur les

taux de change, alors que le niveau de l'euro handicape incontestablement les capitalistes français, italiens, etc. L'hétérogénéité de la fiscalité dans l'UE a permis depuis 30 ans que se développe le dumping fiscal. Qui peut croire que Merkel et Barroso puissent envisager de

revenir dessus? Idem en ce qui concerne les politiques sociales.

Une crise sans fin

En arrière-plan, Paris cherche en fait à sortir du face-à-face actuel avec Berlin en renforçant le pouvoir de ses alliés traditionnels (Italie, Espagne...) face à celui de la BCE sous influence de l'Allemagne et de ses alliés. Mais, affaibli, en pleine récession, l'impérialisme français rencontre bien des difficultés pour imposer un compromis sérieux à son grand rival. Quant à Merkel, elle bénéficie à plein de la situation: la bonne santé de ses capitalistes se fait largement au détriment de ses «partenaires» et pas seulement ceux d'Europe du sud. Pour Berlin, le but est de doter l'UE de nouveaux outils de «discipline budgétaire». S'il voit le jour, le gouvernement économique prôné par Hollande ne sera donc qu'un super gendarme de la zone dominé par l'Allemagne.

Les discours «européens» de Hollande tente de masquer une nouvelle radicalisation de la politique anti-sociale et l'accentuation des rivalités entre puissances. La réponse est du côté des travailleurs et des peuples.

Pascal Morsu



LOI D'AMNISTIE À la poubelle

Judi 16 mai, la motion de renvoi en commission de la proposition de loi sur l'amnistie sociale a été adoptée par 95 voix pour et 15 voix contre, avec un refus de prendre part au scrutin des députés de l'UMP.

Ainsi une majorité des députés du PS et autres radicaux de gauche s'est alignée sur la position de François Hollande déclarant, lors de sa dernière conférence de presse, que «Il y a nécessité de regarder plus précisément cette question et de ne pas rentrer dans la logique de l'amnistie, il faut donc qu'il y ait des cas exceptionnels, un certain nombre peuvent l'être d'ailleurs». Il a répété qu'il y avait «des actes qui ne sont pas tolérables et n'ont pas à être amnistiés. Quand on détruit un bien, c'est un très mauvais exemple». Ce renvoi en commission signifie en fait l'enterrement pur et simple d'une loi sur l'amnistie avec au mieux un renvoi du débat à l'automne et de nouvelles limitations du champ couvert par la loi. Le ministre des Relations avec le Parlement, Alain Vidalies, a pour sa part une nouvelle fois rappelé son refus de l'amnistie: «En l'état, le gouvernement n'est pas favorable au principe de la loi car il considère que dans la situation que la France vit aujourd'hui, il doit y avoir une seule réponse, qui est au cœur de la République, c'est le respect de la loi républicaine.»

Justice nulle part!

Pour les salariéEs en lutte, le combat est trop inégal: à la violence sociale imposée par les patrons, le gouvernement ou la police, ils ne peuvent répondre qu'en respectant les règles du

dialogue social. D'autant plus scandaleux que, dans le même temps, la Cour d'appel de Paris abandonnait les poursuites contre le lobby des industriels de l'amiante et les mises en examen pour «homicides et blessures involontaires» de neuf personnes, dont Martine Aubry. Nouvelle illustration d'une justice à deux faces: répressive contre celles et ceux qui défendent emplois et conditions de travail, permissive pour celles et ceux qui violent en permanence le code du travail, détruisent emplois, santé et vie. Alors, plutôt qu'attendre une loi nouvelle chichement accordée par un gouvernement à la solde du Medef, nous devons plutôt marcher dans les pas des salariéEs de PSA, dont Jean-Pierre Mercier, responsable CGT de l'usine d'Aulnay, affirmait qu'avec leur quatre mois de grève, ils avaient gagné, par leur lutte, leur amnistie.

Robert Pelletier



PHOTOHÉRIQUE ROUGE/JMB

ASSISES POUR UNE ALTERNATIVE POLITIQUE La «dynamique majoritaire» ou la rupture?

Le 16 juin prochain se tiendront des assises nationales pour porter une alternative politique, assises initiées par le PCF et co-organisées par un ensemble d'organisations politiques et d'associations.

Lors de sa prochaine réunion de direction, le NPA décidera de son positionnement vis-à-vis de cette initiative. Mais le débat est d'ores et déjà engagé.

L e 13 mai dernier s'est tenue la première réunion initiée par le PCF pour la mise en place d'assises nationales baptisées «changer de cap pour la France et l'Europe». Dès cette première réunion, nous avons défendu la nécessité d'ouvrir une réelle discussion pour tenter de formuler des réponses communes contre le Medef et le gouvernement, et aider à la mobilisation, dans un contexte où il y a une offensive

des forces réactionnaires favorisée par la politique du gouvernement. Cette nécessité est soulignée par la bataille engagée par le patronat et le gouvernement sur la question des retraites, une bataille qu'il nous faut préparer dès aujourd'hui.

Quel pouvoir?

Préparer une contre-offensive, œuvrer à changer le rapport de forces pose la question d'une alternative politique

qui ne peut se concevoir ni dans le cadre de la majorité actuelle ni dans celui du quinquennat. Nous avons des divergences importantes sur cette question avec les autres forces politiques, elles font partie du débat. Mais cela implique au moins que, pour nous, ce débat ne peut s'inscrire dans le cadre proposé notamment par Gauche avenir de la socialiste Marie-Noëlle Linemann, «une alternative politique majoritaire dans le

cadre du quinquennat actuel», ou dans celui défini par la proposition de l'appel (tel qu'il est à cette étape) «d'engager une nouvelle dynamique majoritaire porteuses d'espoir.» Le NPA n'ignore évidemment pas les questions de pouvoir et la nécessaire construction d'une perspective politique, mais le but est bien d'amorcer une rupture avec ce système, pas de s'y inscrire.

Sandra Demarcq

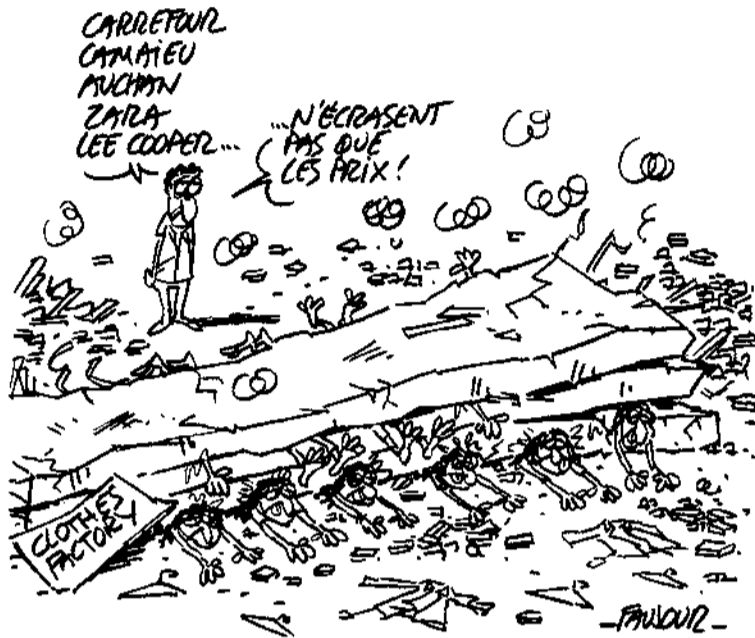
BANGLADESH La responsabilité des grandes marques

L'onde de choc internationale provoquée par l'effondrement du Rana Plaza, le 24 avril dernier, a suscité un vaste mouvement de solidarité.

Le nombre de morts recensés à la suite de l'effondrement du Rana Plaza au Bangladesh s'élevait le 15 mai à 1127, au moment où les autorités achevaient les fouilles des décombres de l'immeuble industriel. Pour prendre la mesure humaine du drame, il faut encore tenir compte des très nombreux blessés – dont certains vont mourir – et des conséquences pour les familles qui, souvent, perdent avec leur fille, ouvrière dans les ateliers textiles, leur unique source de revenu salarial.

La loi contre les firmes ?

Par son ampleur, la catastrophe industrielle du Rana Plaza a provoqué une onde de choc mondiale. Outre celles de l'État et du patronat bangladais, elle a mis en pleine lumière la responsabilité des grandes marques étatsuniennes ou européennes du prêt-à-porter. Ces dernières ne pouvaient en effet ignorer les conditions dans lesquelles étaient produites leurs tissus et vêtements. Les accidents industriels se succèdent depuis 20 ans au Bangladesh, faisant des centaines de morts. Juridiquement, les firmes donneuses d'ordre ne sont pas responsables, car elles passent par des sous-traitants. Mais elles craignent pour leur image de marque. Depuis 1989, la Clean Clothes Campaign fait campagne en défense des droits fondamentaux des salariéEs de l'habillement. Cette coalition regroupe des syndicats et ONG dans 15 pays européens. Concernant le Bangladesh, elle a concentré ses



efforts sur la sécurité anti-incendie. Elle vient d'obtenir la signature d'un accord légalement contraignant sur cette question entre de grandes firmes internationales et des syndicats bangladais, l'IndustriALL et UNI. Les géants suédois H&M et espagnol Inditex ont été parmi les premiers à signer, et un nombre croissant d'autres marques a suivi, dont le français Carrefour. En une semaine, la pétition réclamant aux marques de signer l'accord a recueilli presque un million de signatures sur Internet.

L'IndustriALL mène pour sa part campagne sur trois axes : sécurité anti-incendie, salaire minimum et droit syndical. En effet, si les syndicats sont officiellement autorisés dans le secteur textile au Bangladesh, les syndicalistes n'ont pas le droit d'entrer dans les usines et d'y intervenir...

Contrôle et coopération

Les accords comme celui sur la sécurité anti-incendie (ou sur la liberté d'association) sont des points d'appui importants, mais signature ne signifie

pas mise en œuvre assurée. Au Nord comme au Sud, les transnationales visent aujourd'hui à réduire ou détruire les droits collectifs, pas à les renforcer. Dans le prêt-à-porter, elles étudient la possibilité de se tourner vers d'autres pays que le Bangladesh devenu bien compromettant, mais cependant difficile à remplacer. La chaîne des sous-traitances peut se complexifier à volonté. Des usines sans existence légale peuvent opérer, comme au Pakistan. L'audit international est devenu un vrai business, avec sa logique de profits. Des dirigeants syndicaux sont corruptibles, et pas seulement des politiciens...

Rien ne peut donc remplacer la capacité d'action de syndicats et autres mouvements sociaux authentiques, l'auto-organisation des couches populaires, inclut le contrôle démocratique de ces mouvements par leurs membres pour prévenir les risques de bureaucratisation. Dans un pays comme le Bangladesh, où bien des ouvrières restent liées au monde rural, cela exige aussi une coopération étroite entre associations paysannes et syndicats militants.

La solidarité doit aider à cette auto-organisation. Plus que jamais, à l'heure de la mondialisation capitaliste, les liens entre mouvements sociaux du Nord et du Sud doivent être tissés, renforcés. C'est dans cette logique que s'inscrit l'appel à la solidarité financière initiée par l'association Europe solidaire sans frontières¹. C'est aussi dans cette logique que l'Union syndicale Solidaires a récemment accueilli en France une conférence internationale (où, malheureusement, l'Asie était fort peu représentée).

Il faut des drames comme celui du Rana Plaza pour que ces questions soient véritablement prises en compte. Il tient à nous que les victimes ne soient pas mortes pour rien.

Pierre Rousset

1. Chèques à l'ordre d'ESSF (2 rue Richard-Lenoir 93100 Montreuil). www.europe-solidaire.org

BOLIVIE Morales sous les feux de la contestation



Depuis deux semaines, la Bolivie est affectée par un grand mouvement de grève initié par la Central de Obrera Boliviana (COB), qui organise plus de deux millions de travailleurs. Le sujet du conflit se situe sur le montant des pensions de retraites.

Les revendications des grévistes ? Maintien à 100% du salaire et prime de 8 000 bolivianos, soit à peine plus de 800 euros lors du départ en retraite. Dans un pays où le salaire minimum est l'équivalent de 100 euros, la question du maintien du salaire intégral lors du départ à la retraite apparaît comme une revendication qui relève parfois de la survie. En réponse, le gouvernement ne propose que 85% (contre 70% actuellement) et 4 000 bolivianos... et organise la répression, en envoyant la police sur les blocages tenus par les grévistes et notamment les mineurs, secteurs en pointe dans cette contestation.

Enlèvement du conflit

Encore plus que la répression, c'est bien la rupture durable du dialogue entre la COB et le gouvernement qui se confirme. La COB estime avoir joué un grand rôle dans l'élection du président et doit contenter une base dont la revendication est légitime. Morales est lui sous pression permanente des élites économiques, nationales et internationales, mais surtout tente de réaffirmer son leadership sur la gauche. Issu et soutenu par les mouvements sociaux, il est à la tête d'un gouvernement essentiellement soutenu par les paysans, et compte bien montrer qu'il bénéficie encore d'un large soutien. Le 10 mai dernier, dans un discours à la nation, il déclara ainsi : « Si la COB devient un parti politique, il faut la traiter comme l'opposition »... et il appelle ses partisans à manifester ce jeudi 23 mai, ce qui ne manquera pas de provoquer des affrontements avec les grévistes.

La question fondamentale est de savoir si le processus initié par Morales n'arrive pas à un moment critique. Malgré les progrès indéniables réalisés depuis 2006, des critiques se font entendre. Bureaucratie, redistribution des richesses encore trop limitées, pauvreté qui se maintient, et surtout emploi dévasté. Morales qui va concourir pour un troisième mandat en 2014 se trouve plus que jamais à la croisée des chemins : renforcer le processus démocratiquement en allant plus loin contre la bourgeoisie et l'impérialisme ou risquer de voir les avancées des dix dernières années s'effondrer.

Antoine Chauvel

GRÈCE Une mobilisation trahie

Dans toutes les manifestations contre le mémorandum, les enseignants du secondaire ont formé un bloc combatif, regroupés dans leur syndicat OLME. Frappés comme tous les salariés, ils étaient particulièrement montrés du doigt par le gouvernement de la « troïka intérieure » (droite, Pasok, Dimar, une scission droitrière du Synaspismos).

Juste avant Pâques ont été annoncées des mesures pour septembre : allongement de deux heures de l'horaire hebdomadaire, et nomination loin de leur domicile de milliers d'enseignantEs... en remplacement des 10 000 vacataires et non-titulaires qui seront licenciés à la rentrée. Une décision cynique du gouvernement : en annonçant tardivement cette mesure, Samaras et ses complices comptaient profiter de la « trêve » que constitue la période des examens finaux du lycée (où le bac est une sorte de concours hyper sélectif et coûteux pour les familles). Dans un premier temps, la direction d'OLME, avec un président membre du courant de la droite, a réagi dans l'esprit des participations aux mobilisations des trois dernières années : elle a proposé la grève au moment des examens ! Fureur du gouvernement et campagne de presse d'une rare haine, refus des confédérations réformistes d'une grève de soutien. La proposition de la direction était soutenue par toutes les tendances d'OLME... sauf celle du KKE (PC grec) dont la jeunesse expliquait sans rire que le rôle du jeune communiste était de réussir ses examens.

Un mouvement stoppé net

Dès le mardi 14 mai, on a senti que quelque chose bougeait enfin, dans une situation où le pessimisme gagne ces derniers temps : plus de 20 000 syndiquéEs (sur 86 000 enseignantEs) ont participé aux AG locales, votant à 92% pour une

grève dont on savait qu'elle serait dure, puisque déjà, Samaras avait ordonné la réquisition des enseignants pour faire passer les examens. Stupeur évidente du ministre de l'Éducation devant ce fantastique vote, début d'un mouvement de fond de solidarité dans le pays et au-delà (le SNES-FSU a ainsi envoyé un message de soutien à la grève). C'est cela qui a fait peur aux bureaucrates de la direction d'OLME : dirigeants issus de la droite, du Pasok et même de Syriza ont alors multiplié les manœuvres lors de la réunion nationale du 15 mai avec les présidents locaux d'OLME, faisant voter un oui massif à la grève... mais ajoutant une question sur sa faisabilité : 18 pour, 9 contre, 57 abstentions. Un résultat que la direction a aussitôt traduit en report de la grève, sans fixer aucune autre date.

Stupeur généralisée chez les enseignants et dans le mouvement de soutien qui grossissait (une énorme manifestation avait eu lieu dès le lundi 13 dans le centre d'Athènes). Un sentiment de véritable trahison, dont les conséquences sont incalculables pour le syndicat, capitulant sans même mener la lutte. Une expérience concrète du fossé entre les discours très à gauche de Syriza et une réalité, qui est que les bureaucrates s'en revendiquant trahissent. Seules les forces anticapitalistes, en particulier autour d'Antarsya, ont appelé sans recul à la grève, qui était la seule réponse crédible. Démocratie et combativité sont indispensables pour dépasser ce gâchis, avec des leçons à discuter collectivement.

D'Athènes, A. Sartzekis



PHOTO THÉÂTRE ROUGE / DA



Le PS au gouvernement

Du socialisme comme référence historique au néolibéralisme comme politique

Par Roseline Vachetta et Patrick Le Moal

Il y a trois semaines, Tout est à nous! tirait dans son dossier un premier bilan du tandem Hollande-Ayrault, en constatant la mise en œuvre d'une austérité brutale, d'une politique néolibérale telle qu'elle existe dans tous les pays européens. Mais est-ce nouveau ?

Le PS a gouverné au cours des trente dernières années la moitié du temps, alors sa politique actuelle marque-t-elle une évolution significative ? Les capitalistes ne sont plus inquiets de la gestion des affaires gouvernementales par les socialistes, soutenue ou non par le parti communiste. Ils savent que leurs profits et leur pouvoir ne sont pas en danger. Pour autant, tout n'est pas équivalent : qu'un gouvernement accorde des améliorations ridicules ou continue les attaques, amplifie la dégradation de la situation de ceux d'en bas, ce n'est pas la même chose. Évidemment l'ampleur de la crise économique

limite les marges de manœuvres « sociales », et impose pour n'importe quelle amélioration, même minime, de la situation des exploités et des opprimés un affrontement très important avec les capitalistes, y compris à l'échelle européenne. Pour ne serait-ce qu'envisager ce type d'affrontement, il faudrait que le PS au gouvernement souhaite des réformes progressistes. Or, elles n'étaient pas dans le projet électoral de Hollande, et ne se trouvent pas non plus dans les perspectives du Parti socialiste. Cela nous semble une évolution, bien sûr avec les socialistes des années 30 pour lesquels l'objectif

affirmé de leur action était l'établissement du socialisme, mais aussi avec les politiques menées tant par les gouvernements des septennats Mitterrandiens que par le gouvernement Jospin entre 1977 et 2002. Ne serions-nous pas en train de vivre une évolution du type de celle qui a transformé le parti travailliste en « New Labour » sous l'impulsion de Tony Blair, qui a entériné les destructions de Thatcher et consolidé l'État fort et l'économie de marché, ou de celle qu'a connue la social-démocratie allemande en 2003 avec l'adoption de l'« Agenda 2010 » par Gerhard Schröder ?

Il y a très très longtemps...

Dès sa naissance, le Parti socialiste s'est posé la question de sa participation ou non à un gouvernement dans le cadre du capitalisme. En quarante ans, de la fin du XIX^e siècle à 1936, il est passé du refus de principe à la direction du premier gouvernement de Front populaire, avec des républicains radicaux.

Le refus de principe était limité : la Deuxième Internationale socialiste se prononce en 1900 contre le « ministérialisme » sauf « circonstances exceptionnelles », par exemple « l'hypothèse d'une guerre d'invasion ». Dans les années 1920, le dirigeant socialiste Léon Blum invente une distinction subtile entre la conquête, c'est « la prise totale du pouvoir politique, prélude possible et condition nécessaire de la transformation du régime de la propriété, c'est-à-dire de la révolution » et l'exercice du pouvoir « la conséquence de l'action parlementaire elle-même, que vous pouvez être obligés d'accepter, de demander, de subir. »

Gérer l'économie de marché

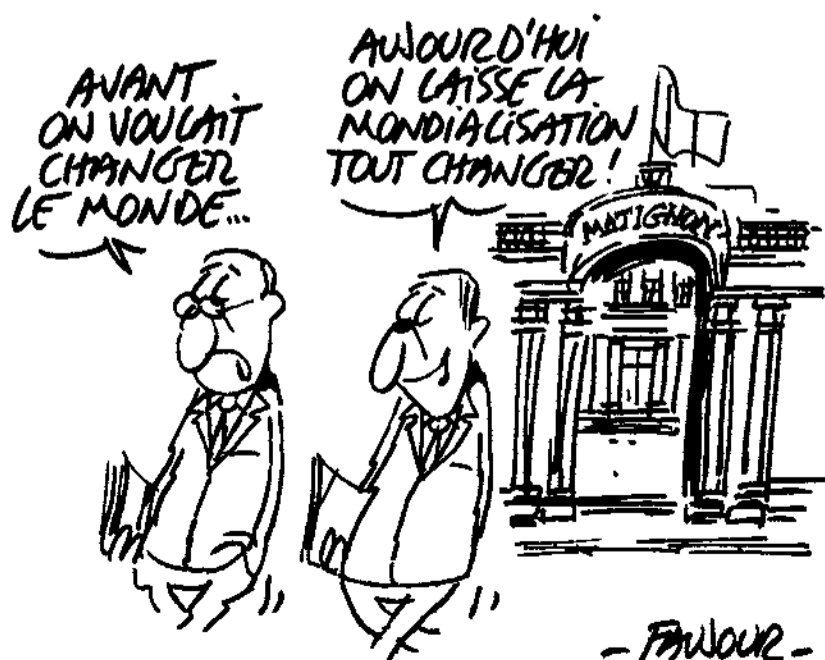
Puis d'autres évolutions vont apparaître dans les textes de référence des socialistes. La déclaration de principes du PS de 1969 affirmait que la « transformation socialiste ne peut pas être le produit naturel et la somme de réformes corrigeant les effets du capitalisme. Il ne s'agit pas d'aménager un système, mais de lui en substituer un autre ». En 1990, il s'affirme encore « parti de transformation sociale », pour une société « d'économie mixte ». Aujourd'hui, finie l'orientation sur la transformation sociale, il reste toujours l'idée d'économie mixte mais surtout l'objectif d'une « économie sociale et écologique de marché (...) régulée par la

puissance publique, ainsi que par les partenaires sociaux (...) qui a pour finalité la satisfaction des besoins sociaux essentiels. »

Sans s'illusionner sur la façon dont s'appliquent ces déclarations, ce qui est déterminant c'est ce que font les gouvernements : on est passé du refus affiché de participer à un gouvernement socialiste à l'objectif de gérer une économie de marché !



Affiche de la SFIO pour les élections à l'Assemblée constituante de 1945.



Mitterrand, les espérances... et la rigueur

L'élection de François Mitterrand en mai 1981 se traduit par des évolutions très insuffisantes, mais réelles.

La peine de mort est abolie et les terres du Larzac sont rendues aux paysans. Des nationalisations sont opérées, mais en nombre trop faible (seulement cinq groupes industriels et une partie des banques) et les indemnités pour les actionnaires énormes. Si la retraite à taux plein à 60 ans avec 37,5 annuités est adoptée, la durée du travail est portée à 39 heures... avec flexibilité. Mais l'interruption volontaire de grossesse (IVG) n'est pas étendue et toujours pas gratuite, le nucléaire n'est pas arrêté et la promesse du droit de vote des immigrés est abandonnée.

Dans les pas de la droite

Et surtout, dès 1982, arrive le tournant dit de la rigueur. Face à la récession économique, une politique d'austérité est mise en place, très semblable à celle qu'avait prévue la droite, systématisée par le plan Delors avec l'objectif de maintenir le déficit de l'État à 3% du

PIB pour 1983 et 1984. Le Parisien du 28 septembre 2012 écrit qu'un haut fonctionnaire a inventé ces fameux 3% en une heure, un soir de juin 1981, car François Mitterrand avait exigé, pour faire barrage à ses ministres trop dépensiers, un chiffre rond et facile à retenir. Cet alignement sur les politiques économiques libérales et monétaristes justifie l'abandon des conquêtes sociales, de l'objectif des 35 heures. Laurent Fabius prononce un éloge de la libre entreprise, débarrasse la « gauche » de ses vieux habits, de son attachement aux revendications, à la réalisation du changement. Les mesures visant à moderniser l'appareil industriel français par les restructurations indispensables aux capitalistes se multiplient. S'ajoutent à cela les interventions impérialistes au Tchad et au Liban, et la recherche d'un compromis avec la hiérarchie catholique sur l'école privée...

Après la défaite des socialistes aux législatives de 1986, la droite reprend les rênes pour deux années, mais le PS redevient majoritaire après la réélection de Mitterrand en 1988, pour prolonger la politique d'austérité introduite en 1983-84. Au plan international, c'est le suivisme de l'impérialisme américain, au moment de la première guerre du Golfe, en 1990-1991.

Jospin, l'affirmation du social-libéralisme

En 1997, Lionel Jospin devient le Premier ministre d'un gouvernement de « gauche plurielle », avec le Mouvement des citoyens, les Verts et le PCF. Il prend quelques mesures qui visent à le situer dans la continuité de Mitterrand.

Le gouvernement Jospin met en place le PACS, les premiers textes sur la parité, allonge le droit à l'IVG à quatorze semaines, crée la Couverture maladie universelle, le congé paternité. Bien qu'insuffisante, l'instauration de l'Allocation pour la perte d'autonomie visant à renforcer la prise en charge des personnes âgées en perte d'autonomie, est encore une amélioration. À l'inverse d'autres pays européens, il n'engage pas de processus de remise en cause des retraites, probablement en tenant compte de la grande mobilisation de 1995. Enfin sa « grande œuvre » est la loi des 35 heures sans perte de salaire, aujourd'hui tant attaquée. Mais cette instauration se fait dans de telles conditions qu'elle n'a qu'un impact limité sur l'emploi (entre 20 et 400 000 emplois créés). Et surtout elle instaure une flexibilisation du temps de travail qui aggrave les conditions de travail de millions de salariéEs. Sur les questions économiques, la politique de ce gouvernement revendiquera clairement le choix du social-libéralisme. Henri Weber donne le ton : « Ce gouvernement n'affichera ni nostalgie volontariste à la mode de la gauche socialiste ni abandon aux sirènes trop libérales du blairisme. »



PHOTO THÉÂTRE ROUGE / FRANCK HOULGATTE

Le risque de grand écart, que pourrait laisser supposer la phrase, n'existe pourtant pas. L'acceptation des critères européens de Maastricht et des décisions du sommet

de Barcelone contre les retraites et les services publics confirment la profondeur de ces choix. C'est clairement la politique que la droite ne peut conduire elle-même

que vont développer les ministres de gauche, chacun dans sa compétence.

Libéral et sécuritaire

Le ministre de l'Intérieur Jean-Pierre Chevènement fait prendre à la gauche gouvernementale un réel tournant sécuritaire, en plaçant l'ordre sécuritaire au dessus des intérêts antagonistes de classe. Affirmant que « la sécurité n'est ni de droite ni de gauche », il stigmatise les parents « démissionnaires » et les « sauvages », et remet en cause la justice des mineurs. Il appelle à la mobilisation de toutes les institutions et des éluEs contre l'« insécurité », devenue enjeu national, et les « zones de non-droit », c'est-à-dire les quartiers populaires... Une politique qui ne s'attaquera jamais aux causes profondes de la délinquance, ni surtout aux auteurs et circuits de la « grande » délinquance, une politique que la droite accentuera par la suite de plus en plus dangereusement.

Les Verts ne feront pas progresser les questions environnementales et écologiques dans cette période. Les ministres communistes appuient toutes les politiques de la période. Jean-Claude Gayssot, ministre PCF des Transports, lance la privatisation de secteurs entiers, en phase avec l'Union européenne alors dirigée par une majorité de gouvernements socialistes. Au mépris des résistances, il amorce les privatisations d'Air France, de l'Aérospatiale, de France Télécom, de La Poste, du fret SNCF, d'ASF, pendant que sont privatisés le Crédit Lyonnais ou le groupe d'assurances GAN. Si on pouvait se plaindre du faible nombre de nationalisations de Mitterrand, on ne peut que constater que Jospin est lui le champion des privatisations !

La défaite électorale de Jospin en 2002 était inscrite dans ces reculs : il n'est pas présent au second tour de l'élection présidentielle, devancé par Le Pen.

Repères chronologiques

23 Juin 1899 Entrée d'un député socialiste, Alexandre Millerand, dans le gouvernement de « défense républicaine » de Waldeck-Rousseau, aux côtés du général de Galliffet, « fusilleur de la Commune ». Soutenu par Jaurès, condamné par Guesde, Millerand sera exclu du Parti socialiste pour ses prises de position au sein de ce gouvernement.

26 août 1914 Face à l'« agression » de la France, Jules Guesde, Marcel Sembat et Albert Thomas sont ministres dans le gouvernement d'union nationale. Il y aura la présence de socialistes dans tous les gouvernements jusqu'en septembre 1917.



Affiche de la SFIO pour les élections législatives de 1932.

La SFIO (section française de l'internationale ouvrière, PS de l'époque), participe au Cartel des gauches, avec des républicains bourgeois de gauche dont les radicaux-socialistes, et soutient les gouvernements qui vont être élus en 1924 et 1932, sans toutefois y participer.

5 juin 1936 Le Front Populaire est le premier gouvernement dirigé par un socialiste, Léon Blum, avec la participation des radicaux et le soutien sans participation des communistes.

Présence des socialistes dans les gouvernements qui se succèdent jusqu'au 8 avril 1938

10 septembre 1944 au

10 juillet 1951 Les gouvernements d'union nationale avec le général de Gaulle, intègrent la SFIO, le PCF et le MRP (parti bourgeois, démocrate chrétien centriste). À partir de mai 1947, ne restent que le MRP, les radicaux et la SFIO, qui constituent la « troisième force », entre le PCF et le parti gaulliste.

31 janvier 1956 au 8 janvier 1959 Gouvernement Guy Mollet, puis participation à tous les gouvernements ultérieurs.



Affiche pour les élections Municipales de mars 1977.

22 mai 1981 Début de deux septennats de gouvernements socialistes sous la présidence de Mitterrand, à l'exception de deux périodes de cohabitation avec la droite (1986-88 et 1993-95).

4 juin 1997 au 6 mai 2002 Gouvernement de Lionel Jospin (sous la présidence de Chirac).

15 mai 2012 Jean Marc Ayrault sous la présidence Hollande.

L'analyse des décisions du gouvernement actuel met en évidence l'évolution politique à droite des socialistes, y compris depuis les années Mitterrand.

Les quelques mesures symboliques, comme l'abrogation de la circulaire Guéant contre les étudiantEs étrangerEs, la suppression des tribunaux correctionnels pour les mineurs et la loi sur le mariage homosexuel n'y changent pas grand-chose.

Alignement sur le Medef

Le coup de pouce promis pour le SMIC est ridicule : 0,6% en plus de l'augmentation légale pour partie sous forme d'avance sur l'augmentation de janvier 2013, soit une hausse de 6 centimes de l'heure ! Le décret qui ramène la retraite à 60 ans ne concerne en réalité que les personnes travaillant depuis l'âge de 18 ou 19 ans, quasiment sans interruption, qui ont cotisé tous leurs trimestres (soit au final peu de monde... et encore moins de femmes) et confirme pour l'essentiel la loi combattue dans les rues par des millions de personnes à l'automne 2010. Sans parler des maigres promesses de campagne non tenues, rien ne remet en cause les effets de la politique de Sarkozy. Les décisions néolibérales s'accroissent sur tous les sujets, en faveur des patrons et des possédants, contre les exploités et les opprimés. Les envolées des meetings de campagne électorale contre la finance ne se traduisaient par aucune mesure dans le programme. La réalité est tout simplement l'inverse. Quand l'objectif est de réduire les déficits, concrètement, il est de rembourser la dette à ce « monde de la finance ». Quand Hollande se satisfait du pacte de croissance qui ne prévoit rien de neuf, il ne renégocie

Hollande, le néolibéralisme à l'œuvre



pas le traité « Merkozy ». Quand il ratifie le Pacte budgétaire européen qui instaure une obligation de déficit structurel inférieur à 0,5% du PIB, il inscrit dans le marbre le remboursement de la dette et l'institutionnalisation de l'austérité. Et les décisions s'accroissent : budget,

ANI, loi de sécurisation de l'emploi, maintenant le dossier des retraites, tout y passe ! Ce gouvernement est bien celui du Medef, et on est bien loin des critiques sur le faible nombre de nationalisations sous Mitterrand, ou même des débats sur les effets nocifs de la loi des 35 h de Jospin...

ISLAMOPHOBIE

Construire un front large

« Nous sommes là pour dire que l'islamophobie est un racisme » a déclaré la représentante du comité MRAP 19^e lors du rassemblement organisé ce samedi 18 mai à Paris par le collectif Mamans toutes Égales (MTE).

Aux côtés d'associations musulmanes (CMF, PSM...) appelant les MusulmanEs à « sortir des mosquées pour défendre leurs droits contre les attaques islamophobes et à participer aux luttes sociales », 200 personnes se sont rassemblées : féministes (8 mars pour TouTEs, TumulTueuses, Féministes pour l'égalité...), LGBTI (Pink Bloc, Act Up-Paris), syndicalistes (Solidaires, STRASS) et militantEs de gauche. La représentante de l'Union des Juifs français pour la paix a rappelé les conséquences dramatiques pour toute la société de la discrimination des Juifs.



Offensive réactionnaire

Après le témoignage d'une des mères de Montreuil militant au collectif MTE, les féministes ont dénoncé la dimension à la fois sexiste et raciste des attaques qui touchent en premier lieu les femmes. La représentante de Solidaires a déclaré que plutôt que de préparer une loi permettant aux patrons de licencier des femmes portant le foulard, une politique féministe consisterait à imposer l'égalité, notamment salariale. L'intervention de Sarah Benichou du NPA a été une des plus applaudies : « Les mobilisations contre le mariage pour touTEs ont renforcé tous les réactionnaires et les fascistes y étaient à l'initiative. On est passé des discours aux agressions physiques. Or ce sont les mêmes qui attaquent les bars gays et qui attaquent les mosquées ou profanent les cimetières. » Elle a dénoncé la politique du PS au gouvernement qui a prolongé la politique raciste de Sarkozy contre les Roms et les sans-papiers et le nouveau projet de loi qui « non seulement est raciste en excluant les femmes musulmanes du travail mais qui donne plus de pouvoir aux patrons pour licencier ».

Représentant les minoritaires du Front de gauche contre l'islamophobie, Laurent Lévy a aussi pris la parole. Enfin, MTE a fait le constat que les luttes avaient permis de sensibiliser de plus en plus largement sur la question de l'islamophobie, mais pas encore de construire une mobilisation à la hauteur. D'où la nécessité de construire un front large pour mobiliser la communauté musulmane, les quartiers populaires et des courants plus importants de la gauche. Une assemblée générale a été appelée pour le dimanche 26 mai à Montreuil.

Denis Godard

Décédé le 14 mai dernier, Jean-Michel avait de l'humour. Il animait des chorales révolutionnaires, et perdait un peu de son humour quand on suggérait de moderniser leur répertoire; il restait très attaché aux traditions du mouvement ouvrier. Il avait du courage, ainsi qu'en témoignent ses séjours dans les maquis vietnamiens ou thaïlandais...

Jean-Michel avait participé à des événements de grande ampleur, comme le Tribunal Russe contre les crimes de guerre au Vietnam; il ne rechignait pas pour autant devant les tâches militantes obscures: jusqu'à la fin, il a consacré son attention à la correction des articles publiés dans la revue *Inprecor*. Il préférait la vérité, fut-elle tristement banale, à la légende, fut-elle politiquement correcte. Le fils de Léon Trotski, Léon Sedov est décédé en 1938 à la suite d'une opération de l'appendicite. Après avoir étudié le compte-rendu opératoire, Jean-Michel conclut que Sedov n'avait été victime que des erreurs du chirurgien chargé de l'opérer...

Solidarité Vietnam

Lui-même chirurgien, Jean-Michel a mis sa compétence professionnelle au service des peuples en lutte, coordonnant une solidarité médicale en direction de l'Algérie après l'indépendance, comme envers le Nicaragua en 1979. En 1965-1966, il s'est rendu à Saint-Domingue pour prendre en charge 24 mutilés, blessés lors du soulèvement d'Avril. Au prix d'un véritable bras de fer avec le gouvernement français, il les fera soigner en France et en Bulgarie. De même, quand il s'est rendu dans les maquis du sud thaïlandais en 1978, ce fut pour évaluer leurs besoins médicaux.

Avec l'Association médicale franco-vietnamienne créée en 1967, il a consacré une grande partie de son énergie à la solidarité Vietnam. Membre de commissions d'enquête du Tribunal Russe, il se rendit en 1967 au Nord Vietnam pour rassembler des données sur l'usage des bombes à billes et du napalm. D'Hanoï, il descendit jusqu'au 17^e parallèle. Quand il le rencontra, Hô Chi Minh lui dit : « Ah, c'est vous Krivine! Vous êtes plus chanceux que



Jean-Michel Krivine, un internationaliste

moi! On ne me laisse pas descendre vers le Sud...». Le périple était en effet dangereux, comme celui qui le conduisit quelques mois plus tard à travers les forêts du Cambodge dans les zones du FNL au Sud Vietnam. Il retourna au Vietnam en 1975, 1982 et 1986. Cet engagement solidaire n'a pas été oublié, comme le souligne le message de condoléances envoyé d'Hanoï après son décès par le docteur Do Duc Van. Le Vietnam fut véritablement au cœur de l'engagement politique de Jean-Michel. À Paris, il fut ainsi le seul membre « français » du groupe trotskiste vietnamien, participant à la rédaction de la revue *Chroniques vietnamiennes*. C'est encore sur cette question qu'il participa, durant les années 1970, aux grandes controverses qui traversaient la Quatrième Internationale.

Du PCF au trotskisme

Influencé initialement par le trotskisme, en 1946, il rejoint les Jeunesses socialiste à l'âge de 14 ans. Jean-Michel devint ensuite un bon militant du Parti communiste, auquel il adhéra en 1948. C'est en 1956, après le XX^e congrès du PC d'URSS et

l'invasion soviétique de la Hongrie, qu'il finit par intégrer la Quatrième Internationale, tout en restant dans le PCF dans l'attente d'une Troisième Guerre mondiale qui ne vint pas.

Ce n'est qu'en 1970 qu'il finit par quitter le PCF et construisit une cellule de la LCR dans son hôpital d'Eaubonne, devenu chef du service de chirurgie. Il s'engagea en 1974 dans la bataille pour la légalisation de l'avortement (loi Veil) avec 77 autres membres du personnel (« Nous avons pratiqué des avortements dans notre service et nous continuerons à le faire »).

En 1980-1981, il participa au lancement d'un Comité de défense de l'hôpital. En tant qu'ancien membre du PCF, Jean-Michel s'est attaqué au mensonge stalinien, que ce soit sur le Pacte germano-soviétique (1936) ou les « affaires » qui ont secoué le Parti communiste. Il a bataillé sur plus d'un front politique, mais s'il faut résumer d'un mot son engagement, il était avant tout un internationaliste. Véritablement au côté des peuples en lutte. Il ne s'est pas contenté d'une solidarité littéraire. Il portait aide et payait de sa personne.

Pierre Rousset

MARIAGE POUR TOUS

Reprendre la rue aux homophobes

Hollande a promulgué la loi sur le mariage pour tous le 18 mai, au lendemain de la journée mondiale de lutte contre l'homophobie. Une « provocation » pour Frigide Barjot, qui manifestera... le jour de la Fête des mères. Pourtant, l'égalité réelle ne naîtra pas de quelques lignes au Journal Officiel.

Le 26 mai, l'ultime «manif pour tous»?

Pour l'égérie des réacs, le simple droit au mariage et à l'adoption constitue « un bouleversement majeur de civilisation ». Car voyez-vous, les enfants perdront des repères essentiels : avec deux mères ou deux pères, en rentrant du boulot, qui préparera le repas et qui mettra les pieds sous la table? Un communiqué de la « Manif pour tous » donne le ton : « Nous continuerons sans relâche à défendre le mariage homme-femme, la filiation père-mère-enfant, et les familles, cellules de base de toute société ». Entre les appels de Boutin à la « résistance »

Marches des fiertés 2013

25 mai | Dijon et Tours 1^{er} juin | Angers, Auxerre, Lille, Montpellier et Nancy
8 juin | Bordeaux et Rennes 15 juin | Lyon, Metz, Nantes, Strasbourg et Toulouse
22 juin | Biarritz, Caen et Rouen
29 juin | Paris 6 juillet | Le Mans
13 juillet | Nice 20 juillet | Marseille

et les propos de Chatel qui ne croit pas « qu'on reviendra en arrière » par rapport à la loi, l'unité des opposants à l'égalité se fissure. Mais un climat nauséabond s'est installé, que seule la mobilisation de la jeunesse et du monde du travail pourra dissiper.

Homophobie et transphobie 365 jours par an

Depuis décembre, l'agitation des réactionnaires et des cléricaux donne une visibilité médiatique à des violences vécues la plupart du temps dans le silence. D'après son rapport annuel, SOS Homophobie a reçu 1977 témoignages en 2012, soit une hausse de 27% par rapport à 2011, qui font état d'insultes, de discriminations, de menaces et d'une agression physique tous les trois jours. Le rapport démontre que l'homophobie est une oppression permanente, qui s'exprime sur internet, dans la famille, dans les lieux publics, à l'école ou au travail. Il y a derrière les statistiques des réalités vécues au quotidien, comme



l'illustre le récit d'un jeune qui a tenté de se suicider après avoir été harcelé sur les réseaux sociaux et au lycée, ou celui d'une employée de grande surface licenciée après avoir résisté à des insultes homophobes sur son lieu de travail.

Par ailleurs, l'enquête de l'Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne, menée auprès de 90 000 personnes LGBT, montre que la moitié des répondants se sont sentis discriminés ou harcelés durant les 12 derniers mois.

Marches des fiertés: toutes et tous ensemble!

Dans le monde entier, les marches des fiertés commémorent la révolte de Stonewall en juin 1969, durant laquelle des milliers de LGBT new-yorkais ont refusé de baisser la tête et de se laisser faire. Cette année,

les marches auront une importance particulière. Elles nous permettront de poursuivre la lutte, notamment pour l'accès de toutes les femmes à la procréation médicalement assistée. Elles serviront aussi à dénoncer la politique d'austérité du gouvernement et à exiger que les mesures les plus urgentes contre l'homophobie et la transphobie soient dotées de moyens budgétaires.

Ces marches sont notre prochaine occasion de reprendre la rue aux forces politiques situées dans le camp des possédants et des défenseurs de cette société, et de prouver que le combat contre les préjugés de division est l'affaire de toutes et tous. Ne la laissons pas passer!

Gaël Klement et André Slava

1. www.sos-homophobie.org/
rapport-annuel-2013

PSA-AULNAY

Reprise dans la dignité

C'est en manifestation que les grévistes d'Aulnay sont rentrés dans l'usine mardi 21 mai après 4 mois de grève. Vendredi 17 mai, l'assemblée générale a en effet voté la suspension de la grève, après plusieurs discussions tout au long de la semaine avec la direction.

A été obtenu la réintégration dans le plan de sauvegarde d'emploi des grévistes licenciés, l'annulation des procédures de licenciement contre les délégués et de toutes les poursuites contre les grévistes, en contrepartie du retrait des poursuites contre le PSE par la CGT, ainsi que des garanties écrites pour les mutations dans le cadre du PSE. Pour les grévistes qui accepteraient de quitter l'entreprise avant le 31 mai, la prime de départ du PSE sera augmentée de 20000 euros. Un des enjeux est maintenant d'étendre ce qui a été obtenu par les grévistes aux autres salariés de PSA et au-delà de la date du 31 mai. Certes, le mouvement n'a pas réussi à obtenir la non-fermeture du site, pas plus qu'un CDI pour tous les salariés. Mais, ces 18 dernières semaines, les grévistes ont incarné l'opposition à la toute puissance d'un des plus grands groupes de l'automobile et à un gouvernement à son service. C'est d'ailleurs cela qui leur a valu le soutien des salariés et des classes populaires partout en France : la solidarité financière a abondé, venant de sections syndicales, de particuliers, de partis politiques... C'est que, dans ce contexte d'attaques généralisées et d'austérité à tout-va, la grève de PSA a su montrer qu'on pouvait et devait résister. C'est ce que les grévistes ont fait, malheureusement en restant isolés.



La question reste posée

C'est donc la tête haute et dans la dignité qu'ils reviennent à l'usine, pas vraiment décidés, tout comme les non-grévistes, à se mettre au boulot pour un patron qui ne lâche que des miettes et espère peut-être rattraper les 14000 véhicules que la grève lui aurait fait perdre. Du côté des grévistes, ce sentiment de fierté est fort, comme le souligne la CGT-PSA-Aulnay dans son communiqué de presse : « Cette longue grève, est une véritable fierté pour les centaines de salariés qui y ont participé. C'est la fierté d'avoir mené un combat juste et légitime. C'est le combat pour l'emploi et pour protéger les conditions d'existence face à une direction qui licencie dans le seul but d'augmenter les profits. » Les grévistes sont conscients que la grève ne se termine pas par une victoire franche. Une de leur priorité au fil des semaines était devenue l'annulation des sanctions et des poursuites, pour montrer à tous les salariés que la solidarité protège des sanctions. Ils l'ont arrachée. Les effets de la fermeture d'Aulnay et ses conséquences pour les salariés de PSA et du département se feront véritablement sentir dans les mois à venir. Mais pour tous les salariés de PSA et au-delà de l'automobile, la question reste entière : comment mettre en échec les projets des groupes de l'automobile ? La direction de PSA, elle, ne perd pas de temps. Dès le lendemain de l'arrêt de la grève à Aulnay, elle annonce en CCE la fermeture du centre de recherche de Meudon-la-Forêt, en proposant des mutations plus ou moins improbables aux 650 salariés. De plus, les salariés du groupe ne découvriront qu'en juin ses projets d'accords de compétitivité pour continuer à mettre en œuvre son plan de 11 200 suppressions d'emplois, plan favorisée par le vote de la loi cyniquement baptisée de « sécurisation de l'emploi ».

Correspondantes

GPN

Total-ement sans garantie

Le 6 février dernier, Total annonçait la vente de sa filiale engrais, GPN, à Borealis, un groupe chimique basé en Autriche et détenu majoritairement par l'International Petroleum Investment Company (IPIC) d'Abu Dhabi.

Depuis, la CGT a cherché à alerter les salariés pour éviter que l'histoire de Petroplus ne se répète chez GPN, et à mobiliser pour arracher des garanties à Total et à l'État : garanties sur des conditions de travail correctes, dans des installations remises en état pour ne pas mettre en danger la santé et la sécurité des salariés et des populations, garanties de reprise des salariés par Total en cas de suppressions d'emplois.

Gagner du temps ?

Pour une cession, les instances représentatives des salariés (CCE, CE, CHSCT) sont simplement informées et consultées, mais c'est « cause toujours », quelle que soit leur avis, la procédure suit son cours... Cependant les organisations syndicales peuvent demander, et aller chercher, des informations sur les intentions de leur futur patron... et peuvent refuser de rendre leur avis tant qu'elles considèrent qu'elles n'ont pas tous les éléments. Ce temps aurait pu être mis à profit pour construire le rapport de forces et obliger Total à s'engager. C'est ce qu'a proposé la CGT avec les expertises, l'appel à la grève... Mais, pressé de vendre, Total a obtenu que CGC, CFTC et CFTD rendent un appel, en échange d'une prime de cession de 3000 euros par salarié. La direction met tous les moyens pour expliquer que ce sera beaucoup mieux avec Borealis, qui réussira à faire ce que le « petit groupe Total » n'a jamais réussi à faire : fiabiliser les installations et les faire marcher dans les conditions de sécurité optimales. Ce refrain, d'autres l'ont entendu : les salariés de Kem One (ex-Arkema, ex-Total) ou de Petroplus (ex-Shell)... Il est certain que les salariés ne peuvent pas faire confiance à des directions qui leur ont trop mentis, les ont trop méprisés.

Correspondantes

GOODYEAR AMIENS Une délocalisation cachée ?

Le 17 mai, les salariés de Goodyear étaient au tribunal de Nanterre pour demander l'annulation du PSE concernant le site d'Amiens-Nord. Depuis 6 ans, ils résistent et peuvent se vanter du fait que pas un seul salarié n'ait été licencié.

Après l'échec de la négociation avec Titan qui se disait prêt à reprendre la production des pneus agraires (dits Farm), la direction a annoncé en février un plan de fermeture du site d'Amiens, sous prétexte d'une baisse des ventes en Europe. Mais cet argument semble être un pur mensonge. Ayant contacté des distributeurs, on a appris que Goodyear s'est engagé à leur fournir des pneus jusqu'en 2015 au moins. Il est donc clair que si le site d'Amiens fermait, ces pneus devraient bien être produits ailleurs.

Délocalisation en cours

Et c'est à São Paulo au Brésil que Goodyear semble vouloir délocaliser la production. Pas étonnant quand on sait que le salaire de base dans l'industrie du pneu là-bas tourne autour de 400 euros. Mais le plus grave est que, alors que la

direction n'ait jusqu'à présent toute importation de pneus agraires vers l'Europe, cette délocalisation pourrait être déjà en cours. Et ce serait le même Titan qui serait à la pointe de cette mascarade. Le site de São Paulo lui a en effet été cédé dans le cadre du même accord qui prévoyait la reprise du Farm sur le site d'Amiens. On comprend tout de suite pourquoi Titan n'a pas accepté de s'engager à maintenir la production du site français pour au moins 5 ans : il comptait bien, comme l'ont dénoncé les travailleurs, le fermer pour aller surexploiter les travailleurs d'un autre pays.

Contrôle ouvrier

Les Goodyear sont ainsi en train de démontrer la complicité entre Titan et leur patron, et de révéler leur plan machiavélique qui ne s'explique que par leur volonté de

faire de plus en plus d'argent sur le dos des travailleurs. Au tribunal, Titan a prétexté avoir été convoquée trop tard et a obtenu le report de l'audience au mois de juin. Ce que prouve le cas des Goodyear, c'est que les patrons n'ont aucun scrupule à mentir aux salariés et sont prêts à établir des alliances à l'échelle internationale pour aboutir à leurs objectifs. Il faut en

tirer les conséquences et exiger la levée du secret commercial, l'ouverture des livres de comptes pour établir un contrôle sur les affaires. Les contacts pris avec des camarades au Brésil pour confirmer l'hypothèse d'une délocalisation montrent par ailleurs que la solidarité internationale, du côté des travailleurs, est aussi possible.

Daniela Cobat

VIRGIN Les salariés restent mobilisés

Le 30 avril a eu lieu une nouvelle journée de mobilisation : 200 personnes se sont retrouvés devant les grilles du siège du groupe Lagardère, actionnaire historique. Le nombre de salariés était moindre que le 29 janvier mais la mobilisation a rassemblé les plus déterminés. L'auto-organisation dont fait preuve le personnel d'Avignon, de Marseille et de Rouen est également un point à souligner.

Le 13 mai dernier, la direction et l'administrateur judiciaire ont organisé une opération de déstockage géant afin de « sécuriser la trésorerie et financer le plan social ». Estimant qu'une telle opération constituait une dislocation de l'outil de travail, Sud a été le seul syndicat à dénoncer un tel choix. Le personnel des magasins a donc vécu trois jours d'horreur face à des clients déchaînés et avides de marchandises bradées, la plupart du temps revendues sur internet... Le 16 mai, lors d'une table ronde organisée au ministère du Travail et à

défaut de sauver un maximum d'emplois, l'État concède des moyens importants en terme de reclassement et l'administrateur doit financer le PSE à hauteur de 5 millions d'euros dont un million arraché à Butler, l'actionnaire principal.

Nouveau coup de massue

Le 17 mai, Rougier et Plé, seul repreneur global, retire son offre faute d'accord avec les bailleurs. Seules subsistent celles de dernière minute faites par l'enseigne Cultura et le Groupe Vivarte (habilleme) sur quelques magasins. Concernant le magasin de Marseille, un



projet de reprise par le personnel prend forme avec le soutien de la CGT Fralib et de la Communauté d'agglomération. Les salariés n'entendent pas subir sans broncher le plan

social qui se profile : rendez-vous est donné par l'intersyndicale le mercredi 22 mai pour la réunion du Comité d'entreprise, et le lendemain devant le Virgin des Champs-Élysées pour une action en direction des actionnaires puis devant le Tribunal de commerce qui statuera sur les offres de reprise. Des liens ont également été noués avec les personnels d'autres enseignes culturelles car d'autres batailles se profilent : fermeture de librairies Chapitre, introduction en Bourse de la Fnac... Correspondants

Le 7 mars 2013, rassemblement des salariés de Goodyear devant le siège de l'entreprise à Rueil Malmaison, à l'occasion d'une réunion du CE où doit être rendu le rapport des experts sur la situation du groupe.



PHOTO THÉRIE ROUGE / JMB



Les comités en action!

Montpellier (34) Homophobes hors des rues! Mardi 14 mai une soixantaine de «veilleurs» se réunissaient pour leur prière de rue hebdomadaire. Leur credo? «Protégeons l'enfant. Non au gender.» Mais ce jour-là, leur répondaient les sifflets, les pancartes et les slogans d'une cinquantaine de manifestants: «La PMA, Marie y a eu droit! Jésus a deux papas! Égalité des droits!», «Pas d'homophobes dans nos quartiers, pas de quartier pour les homophobes.»

C'était la première intervention publique du tout récent collectif antifasciste de Montpellier, qui rassemble des individuEs, l'AL, la CGA, la CNT Éducation 34, la LDH, le NPA, le PG, le Scalp – No Pasaran, Solidaires, Solidaires Étudiants et l'UEC... L'objectif du collectif est de «mettre en place sur le long terme un collectif de vigilance, un réseau d'alerte en cas d'événements organisés par l'extrême droite, ainsi que des actions de sensibilisation, notamment sur les lieux de travail, dans les facultés et les lycées...»

Le NPA défend la construction d'une riposte antifasciste largement ouverte à toutes les organisations qui souhaitent se mobiliser. Sans préalable autre qu'être d'accord pour ne pas laisser la rue aux idées et organisations réactionnaires.

Le Havre (76) Réunion publique avec Christine Poupin.

Une vingtaine de personnes étaient présentes à la réunion publique organisée par le comité NPA du Havre jeudi 16 mai. C'est avec un point sur la situation locale que la réunion a débuté, autour des campagnes unitaires auxquelles nous participons (collectif logement, droits des femmes...).

Puis, Christine Poupin, porte-parole nationale du NPA est intervenue sur l'analyse de la situation politique au niveau national et européen, et sur les propositions et alternatives que nous portons. L'objectif était de montrer que des alternatives existent, que ce n'est pas à nous de payer leur crise.

La discussion a ensuite porté sur la situation dans l'énergie, la mobilisation autour de la défense d'un camp rom installé au Havre depuis quelques mois et sur nos projets pour les municipales...

Carhaix (29) L'appel unitaire du 18 mai.

Ce Samedi 18 mai, le NPA Kreiz Breizh, le PG et le Front de gauche ont appelé à un rassemblement devant le local du PS à Carhaix. Près d'une quarantaine de personnes étaient présentes, drapeaux déployés. La rue de Callac, où se situe ce local, a été rebaptisée «Rue de l'austérité».

Henry, porte-parole local du NPA, a lu une déclaration insistant sur notre volonté de contribuer à construire une véritable opposition de gauche à ce pouvoir, tout en combattant la droite et l'extrême droite. Il a fustigé le député PS de la circonscription qui, en 2005 encore conseiller cantonal, s'opposait au TCE, pour aujourd'hui, devenu député, approuver le TSCG et bien sûr la politique libérale du gouvernement. Ces propos et cette déclaration furent approuvés par les représentants du PG et du FDG qui se félicitèrent de cette unité. À la suite de ce rassemblement il fut décidé d'une déambulation/manifestation qui se transporta jusqu'au marché où nombre de badauds et même de commerçants exprimèrent leur sympathie. Nul doute que cette action unitaire contre ce gouvernement et son austérité de gauche ne fasse des émules en Finistère... et peut-être ailleurs.



En campagne

LO-NPA La nécessaire politique vis-à-vis des antilibéraux

«Un échange d'amabilités entre "camarades" aussi sympathique que la pluie qui trempait le public», commente la journaliste du Monde à propos du débat à la fête de Lutte ouvrière. Le ton était donné dès la première intervention de la camarade de LO qui a ouvert les hostilités en même temps que le débat.



PHOTO THÉRIE ROUGE / MIO

Partant du principe qu'il n'était pas nécessaire de revenir sur l'analyse de la situation politique qui faisait largement accord entre nous, la militante de LO a centré la discussion sur nos «démarches respectives» «qui sont différentes», et donc sur la participation du NPA au 5 mai. S'en sont suivies des attaques en série sur notre prétendu suivisme à l'égard du Front de gauche et de Mélenchon, les illusions que nous aurions eues envers Hollande, les différences fondamentales qu'il y aurait entre nos programmes d'urgence respectifs (!) ... Ces accusations pour le moins caricaturales

n'ont pas empêchés les camarades de LO – soit dit en passant – de se dédouaner à bon compte de participer à des majorités de gestion dans un certain nombre de municipalités. «Le gouvernement et une commune, ce n'est pas la même chose», nous ont-ils répondu, ce qui laisse mal augurer de leur attitude aux prochaines municipales.

Ne pas se dérober à ses responsabilités

Il nous a fallu rétablir les faits, tout en développant la démarche qui est la nôtre : la construction d'une opposition de gauche

à ce gouvernement en vue de préparer un mouvement d'ensemble qui mette un coup d'arrêt à l'austérité et impose les mesures d'urgence répondant aux besoins de la population, le seul moyen de ne pas laisser l'initiative à la droite et à l'extrême droite. Notre invitation à unir nos efforts pour œuvrer ensemble aux mobilisations et à la convergence des luttes, à débattre des moyens de s'opposer à la nouvelle offensive que le gouvernement vient d'annoncer contre les retraites, à étudier les possibilités de listes d'opposition de gauche aux municipales, sont restées sans réponse. À en croire les camarades de LO, les jeux auraient été faits d'avance, le NPA étant quasiment par nature voué à se faire aspirer par le Front de gauche puisque la LCR, qui en était à l'origine, avait fait le choix de renoncer au «communisme révolutionnaire». Alors qu'eux-mêmes «représentent autre chose», ils veulent construire un parti communiste révolutionnaire, dont le seul rôle est de préparer la prise du pouvoir par la classe ouvrière.

Certes, mais encore faut-il dire comment? Il ne suffit pas de critiquer les partis réformistes et de les dénoncer, d'aider «la classe ouvrière à faire le tri», comme il nous a été dit. Encore faut-il avoir une politique à l'égard des forces qui influencent la classe ouvrière, comme le Front de gauche aujourd'hui, et ne pas se dérober à nos responsabilités, face à une situation de crise inédite qui exige que nous œuvrions à construire l'unité du monde du travail face à l'offensive sans précédent qu'il subit.

Galia Trépère

Les «3 jours pour changer le monde», c'est un week-end de formation et de débats organisé chaque année par les jeunes du NPA, pour penser différemment et voir la société sous un nouvel œil, pour une société débarrassée d'oppression et d'exploitation...

JEUNESSE Le savoir est une arme

Le capitalisme régit toutes les sphères de la société. La recherche de profits par une minorité passe toujours avant les besoins de la population. C'est encore plus le cas quand le système est en crise comme actuellement. Le capitalisme opprime aussi à travers le sexisme, l'homophobie et le racisme. Il veut nous formater et réprime tous celles et ceux qui ne rentrent pas dans le moule. C'est pourquoi apprendre sur les luttes actuelles ou passées permet de s'armer pour changer la société. On nous apprend à l'école l'histoire des grands hommes, de ceux qui nous dirigent. On nous apprend que rien ne changera jamais, qu'il faut se comporter

comme on nous le demande.

Le NPA pense que c'est possible de faire autrement et d'apprendre d'autres histoires, celles qui ont réellement changé le cours des événements. Pour cela, ces «3 jours pour changer le monde» se déroulent du 31 mai au 2 juin à Nanterre (92).

CorrespondantEs

Demandez le programme!

Vendredi 31 mai en soirée:

L'étape actuelle de la crise, retour sur les expériences de résistances à travers le monde (Tunisie, Grèce, ...)

Samedi 1^{er} juin:

– Retour sur la guerre d'Algérie

- Qu'est-ce que l'exploitation capitaliste?
- Après Chavez, où va le Venezuela?
- Au Mali et ailleurs: la Françafrique toujours d'actualité
- L'impérialisme, stade suprême du capitalisme...

Dimanche 2 juin:

- La révolution russe est-elle toujours d'actualité?
- Femmes, race, classe: au croisement des oppressions
- Retour sur le mouvement des Sans-Terre
- Mouvement étudiant au Québec: quelle stratégie pour la mobilisation étudiante?
- L'internationalisme comme stratégie révolutionnaire

Pour participer, <http://npa.jeunes.free.fr> ou écrire à contact-jeunes@npa2009.org

Saint-Malo (35) étonnants anticapitalistes!

Le comité NPA de Saint-Malo avait décidé d'exprimer le point de vue du NPA sur la guerre que mène l'armée française au Mali depuis de 11 janvier à l'occasion du Festival «Étonnants voyageurs». Il nous est apparu que la guerre du Mali ne pouvait être passée sous silence d'un festival qui avait pour thème «L'Afrique qui vient». Par ailleurs, il ne pouvait nous être indifférent qu'Aminata Traore, ancienne ministre du Mali, participante active des festivals «Étonnants voyageurs» de Bamako, soit désormais considérée comme personnalité non grata par le

gouvernement français. C'est pourquoi nous avons mené une campagne d'affichage sur les murs de la ville et que nous avons diffusé aux festivaliers un tract. L'accueil a été plutôt favorable. Comme quoi, l'affirmation des positions anti-impérialistes n'est pas nécessairement un combat minoritaire à contre-courant.

Choisy-le-Roi (94) Succès de la soirée pour le service public de l'eau.

Alors que s'est constituée une nouvelle communauté d'agglomération en Val-de-Marne regroupant les villes d'Ivry, Vitry et Choisy-le-Roi, le «collectif

Eau», essentiellement animé par des militants NPA, a tenu à Choisy le 14 mai une réunion publique pour la création d'une régie publique de l'eau à l'échelle de ce territoire.

La soirée a été un succès avec une centaine de personnes présentes au plus fort du débat, au cours duquel les aspects techniques, écologiques et démocratiques d'une municipalisation de l'eau ont pu être abordés. Le NPA veille au sein du collectif unitaire à ce que ce combat ne se cantonne pas à une échelle institutionnelle et défendra la tenue d'une expertise indépendante appuyées sur des précédentes expériences locales.

ESSAI Les enjeux du théâtre politique aujourd'hui

Rencontre avec Olivier Neveux, universitaire et militant, auteur du livre *Politiques du spectateur sorti ces jours-ci aux éditions La découverte, 22,50 euros.*



Ce livre est-il la suite de ton travail sur le théâtre militant publié dans *Théâtres en lutte*?

D'une certaine manière. Il s'agissait alors de rendre visible l'histoire engloutie du théâtre des opprimés (femmes, travailleurs, immigrés, homosexuels, etc.) tel qu'il s'était inventé dans les années 1960-70. De la même façon, *Politiques du spectateur* s'intéresse au théâtre lorsqu'il entend jouer un rôle, à sa mesure, dans les luttes.

Mais il se différencie du livre précédent car il traite d'aujourd'hui. Et la conjoncture n'est pas la même : les formes de la domination, les manifestations du capitalisme, si elles ne sont pas absolument neuves, sont singulières. On ne fait pas (ou plutôt, on ne devrait pouvoir faire) le même théâtre politique suivant que l'histoire semble « mordre les nuques » ou dans une séquence plus indécise, avec des rapports de force dégradés.

Et pourquoi travailler désormais à partir du spectateur ?

Ce qui m'intéresse, c'est le projet politique qu'un spectacle dit avoir pour ses spectateurs : les sidérer, les documenter,

les mobiliser, etc. À l'origine, il y avait ma perplexité devant un discours très répandu qui affirme que la mission politique de l'œuvre serait de brusquer le spectateur, le violenter, lui révéler sa vulnérabilité, etc. C'est ainsi qu'il se réveillerait de sa (supposée) léthargie. Ce sont des mots d'ordre qui proviennent de l'art transgressif des années 1960. Sauf qu'entre temps, ils sont aussi devenus ceux de la domination ! L'expérience de la précarité, du risque, de la violence sont des expériences quotidiennes pour l'immense majorité de la population. Il est alors difficile d'expliquer en quoi elles resteraient subversives...

Cela m'a amené à réfléchir aux rapports que le « théâtre de lutte » essaie, lui, de construire avec le spectateur. Il semble, massivement, animé par deux idées : ce qui manque aux opprimés pour qu'ils se mobilisent, c'est la connaissance de leur oppression. Il faut donc que ceux qui possèdent ce savoir le leur apporte (et cela peut être par le théâtre). Il est possible, à la suite du philosophe Jacques Rancière, d'interroger ce schéma : est-ce vraiment l'ignorance de l'oppression qui explique les faibles mobilisations ? Comment inventer un rapport égalitaire si l'on part du principe que celui à qui on s'adresse

est ignorant, etc. ? Qu'est-ce que veut dire « prise de conscience » ? Vouloir émanciper quelqu'un, c'est d'une façon ou d'une autre le maintenir sous sa tutelle. Je suis alors parti en quête de formes et de spectacles qui proposeraient un autre type de place au spectateur que celle de l'élève ou de la cible, une autre expérience politique que celle de la conscientisation ou de la transgression : là où le spectateur ne serait (enfin) ni infantilisé, ni managé.

Cela conduit à réfléchir à ce que veut dire le mot politique dans « théâtre politique ».

Il s'agit, en effet, de prendre au sérieux le mot de « politique » contre ses usages affadés. Dans le monde artistique notamment, où la proclamation de sa radicalité est presque devenue un lieu commun (il existe d'ailleurs comme « une critique sociale d'élevage » dénonçait Debord). Ce que désigne la politique est toujours l'objet d'un débat et ce débat est politique : contre sa confusion avec la pédagogie, sa dilution dans le social ou sa suppression par l'économique. En quelque sorte, et toute proportion gardée, ce travail aimerait être, à sa façon, un « éloge de la politique profane » pour le champ du théâtre.

Propos recueillis par François Lillois

ESSAI

L'ANTIPRODUCTIVISME. UN DÉFI POUR LA GAUCHE ?
Coordonné par Michel Lepesant
Édition Parangon, 15 euros



L'anti-productivisme a toujours été une composante originelle de la gauche comme le rappelle Paul Ariès. Aujourd'hui oubliée, refoulée et même combattue. La gauche de rupture

est-elle alors une gauche anti-productiviste ? Force est de constater que nombreux veulent bien rompre avec le libéralisme et le capitalisme mais pas avec le productivisme. Plusieurs militantEs tentent d'y répondre. Parfois la « langue de bois » compense l'absence de réflexion mais plusieurs rédacteurEs ont fait en sorte de ne pas réduire la question de l'anti-productivisme à une posture ou un slogan, en partant des expériences, des luttes et des questionnements du mouvement ouvrier sur ses conditions de travail. Un livre à prolonger par nos propres expériences et réflexions.

Dominique Malvaud

EXPOSITION

L'ART NOUVEAU / TAMARA DE LEMPICKA

Pinacothèque de Paris (28 place de la Madeleine, 75008 Paris) jusqu'au 8 septembre



Sous-titrées respectivement « la Révolution décorative » et « la Reine de l'Art déco », ces expositions jumelées présentent environ 150

à 200 œuvres chacune. Elles ont au moins un intérêt historique, montrant notamment l'évolution de l'image de la femme telle que la développèrent et la diffusèrent les arts appliqués et les peintres à la mode dans la France « Belle Époque » et « Années folles ». Par ses mœurs comme par ses lois, le pays restait certes très en retard sur la Nouvelle-Zélande où les femmes purent voter dès 1893, mais on y vit des femmes marquer leur volonté d'émancipation dans leur art même, depuis Loïe Fuller, Isadora Duncan ou même Colette, jusqu'à Lempicka « la garçonne » affirmant sur ses toiles sa bisexualité. Luxe et modernité, voilà aussi ce qui se proclamait dans les milieux mondains, pour gagner plus tard l'ensemble de la société.

Gilles Bounoure

Bande dessinée

ESPANA LA VIDA VACCARO – LE ROY – JOUVRAY

Casterman, 120 pages, 23 Euros

L'œuvre cubiste « Guernica » de Picasso fit sensation à l'exposition universelle de Paris. Le jeune et engagé Léonard y voit le symbole de la répression fasciste, scandaleuse, là où sa mère s'indigne du style cubiste, vraiment « grossier ». Jean-Léonard est en totale rupture avec l'éducation bourgeoise de ses parents. Il milite au sein d'un groupe d'amis communistes qui éditent un journal de propagande, il se nourrit des écrits du révolutionnaire libertaire d'origine russe Victor Serge.

Une rencontre avec ce dernier va le décider à passer les Pyrénées pour rejoindre ce qui reste de la révolution espagnole.

En novembre 1937, à Bujaraloz, la colonne Durruti est déjà passée sous commandement militaire stalinien et le jeune français ne va rencontrer que désillusions et trahisons. Batailles perdues, amis tués sous ses yeux, blessure, Léonard ne résiste que pour les beaux yeux de Milena. Le 23 septembre 38, tous les combattants étrangers doivent quitter l'Espagne.



Pour Milena, Léonard refuse, mais le sort des armes ne lui donnera pas d'autre issue que la fuite vers

la France en compagnie de Milena. Le départ de Léonard pour l'Espagne ayant précipité la rupture de ses parents, c'est son père qui l'attend seul à la frontière. Ensemble, ils refuseront la capitulation de Pétain et Léonard partira vers l'Angleterre. Une suite possible pour ce grand roman graphique ?

S'appuyant sur un scénario souvent visuel, la mise en scène et le trait d'Eddy Vaccaro, un crayonné brut juste un peu sur-contrasté rehaussé de couleurs subtiles, renforce le drame conté ici.

Les citations de Victor Serge « cadre » le tout politiquement, même si l'humanisme efface souvent les contradictions politiques. Une réussite.

Sylvain Chardon

Événements



4^e FESTIVAL AUTOUR DU COURT
Le 8 juin de 18h à 23h à la MJC Louis Lepage de Nogent-sur-Marne (94). Entrée gratuite.

Le festival Autour du court est un festival de courts métrages amateurs et professionnels qui a lieu depuis maintenant 4 ans à Nogent-sur-Marne. Chaque année des centaines de courts métrages sont envoyés et seulement une petite sélection

a le privilège d'être projeté sur grand écran devant un jury de professionnel du cinéma Français.

Comédies, films d'horreur, drame, films contemplatifs ou engagés, la sélection mêle tous les genres et aucun pré-requis n'est nécessaire pour participer à la sélection. Cette souplesse permet non seulement de découvrir de jeunes réalisateurs mais également d'ouvrir la porte à des sujets difficiles, que des sociétés de production n'oseraient porter.

Les meilleurs court métrages se verront remettre le prix du public et le prix du jury par le président. Chaque équipe de tournage aura l'obligation d'être représentée par un membre de l'équipe pour pouvoir prétendre à son prix. De ce fait, le festival est un endroit de rencontre privilégié entre amateurs et professionnels, un lieu d'échange et de convivialité... ouvert à tous grâce à son entrée libre.

50^e FOIRE INTERNATIONALE DE LA PHOTO

Les 1^{er} et 2 juin, place de la mairie, à Bièvres (91).

La Foire Internationale de la Photo à Bièvres est la plus grande manifestation de ce type en France et parmi les plus importantes en Europe. Rendez-vous très attendu des iconomécaphiles, photographes, collectionneurs



du monde entier et autres passionnés de l'image, la foire s'adresse également à un public plus large, curieux de découvrir et de participer aux animations.

librairie
la-breche.com

COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA LIBRAIRIE LA BRÈCHE

27 rue Taine 75012 Paris
Tél. : 01 49 28 52 44
Fax : 01 49 28 52 43

www.la-breche.com
contact@la-breche.com

Horaires d'ouverture :
Lundi : 14 h – 20 h,
mardi au samedi :
12 h – 20 h



S'abonner à Tout est à nous !

Par prélèvement automatique, Cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2, rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

<table border="0"> <tr> <td>Hebdo</td> <td><input type="checkbox"/></td> <td>14 € par trimestre</td> <td>Hebdo + Mensuel</td> <td><input type="checkbox"/></td> <td>25 € par trimestre</td> </tr> <tr> <td>Jeunes/chômeurs précaires</td> <td><input type="checkbox"/></td> <td>10 € par trimestre</td> <td></td> <td><input type="checkbox"/></td> <td>19 € par trimestre</td> </tr> </table>	Hebdo	<input type="checkbox"/>	14 € par trimestre	Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/>	25 € par trimestre	Jeunes/chômeurs précaires	<input type="checkbox"/>	10 € par trimestre		<input type="checkbox"/>	19 € par trimestre	<p>Désignation du compte à débiter</p> <p>CODE ÉTABLISSEMENT : _____ CODE GUICHET : _____</p> <p>N° DE COMPTE : _____</p> <p>CLÉ RIB : _____</p> <p>Date : _____</p> <p>Signature : _____</p> <p>Titulaire du compte</p> <p>Nom : _____</p> <p>Prénom : _____</p> <p>Adresse : _____</p> <p>Code postal : _____</p> <p>Ville : _____</p> <p>Mail : _____</p>	<p>Établissement teneur du compte</p> <p>Banque : _____</p> <p>Adresse : _____</p> <p>Code postal : _____</p> <p>Ville : _____</p>
Hebdo	<input type="checkbox"/>	14 € par trimestre	Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/>	25 € par trimestre									
Jeunes/chômeurs précaires	<input type="checkbox"/>	10 € par trimestre		<input type="checkbox"/>	19 € par trimestre									

Par chèque, à l'ordre de : NSPAC, 2, rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM

Tarif standard

Hebdo	<input type="checkbox"/>	28 €	1 an	<input type="checkbox"/>	56 €
Mensuel	<input type="checkbox"/>	22 €	1 an	<input type="checkbox"/>	44 €
Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/>	50 €	1 an	<input type="checkbox"/>	100 €

Tarif jeunes/chômeurs/précaires

Hebdo	<input type="checkbox"/>	20 €	1 an	<input type="checkbox"/>	40 €
Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/>	38 €	1 an	<input type="checkbox"/>	76 €

ÉTRANGER
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org



Le chiffre

2,4 milliards

C'est, d'après l'OMS, le nombre de personnes privées d'accès à l'eau potable sur la planète. La publication récente du rapport 2013 de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), l'une des agences de l'Onu, annonce donc officiellement qu'un tiers de la population mondiale n'a pas accès à ce droit élémentaire. Selon Gérard Payen, conseiller de Ban Ki-moon et auteur du livre récent, *De l'eau pour tous*, 3,6 milliards de personnes utilisent chaque jour une eau pas sûre et 1,8 milliards consomment une eau dangereuse, sans parler des coupures quotidiennes dans de nombreux pays...

PSG AU TROCADERO

Un titre et des gros titres...

Les affrontements et les violences qui ont émaillé, lundi 13 mai autour de la place du Trocadéro, la remise du trophée de ligue 1 au PSG ont fait couler beaucoup d'encre et de tweet.

Sans grande surprise la droite en a profité pour entonner son lancinant discours sécuritaire et « anti-racaille », voire pire (voir le « no comment » de la semaine dernière), pendant que Marine Le Pen décrivait une capitale livrée aux hordes de barbares que les UMP et PS « s'évertuent à protéger par idéologie ». Le tout naturellement sur fond de pré-campagne municipale. À gauche on essayait de déployer un parapluie démagogique pour essayer de sauver le soldat Valls, dernier rempart de popularité du gouvernement, quitte à pratiquer un douteux amalgame entre supporters, hooligans, « casseurs » et « banlieusard » (« C'est la faute des voyous, des hooligans, des racailles, on les appelle comme on veut », pérorait Eduardo Rihan Cypel, député PS).

Que s'est-il passé ?

Le nouveau PSG des Qataris a de l'ambition. Et besoin de se vendre à travers le monde. Pour cela, il lui fallait une belle image afin de célébrer ce premier championnat de France depuis 19 ans, avec si possible la tour Eiffel derrière, le symbole international de la capitale, alors que précédemment le club avait pris l'habitude de fêter ses succès dans sa « maison » du Parc. Préparer dans la hâte et accordé sans beaucoup de précaution par un préfet de police pour une fois extrêmement compréhensif en terme de manifestation sur la voie publique, le résultat constitua simplement un choc avec le réel.

Les anciens membres du Virage Auteuil, chassés du stade par le Plan Leproux, sont venus une fois de plus revendiquer

leur retour, et leur place légitime, dans les tribunes. Ils ont clairement allumé la mèche à coup de fumigène et de confrontation avec les services d'ordre du PSG, puis les CRS. Ils ont aussi rappelé aux nouveaux propriétaires du PSG qu'un club de foot ne se limite pas à un portefeuille de star et que la dimension populaire, et pas uniquement consumériste, du PSG existait avant eux. De plus, loin de se limiter à une « ville lumière », Paris possède aussi son ombre de misère et d'exclusion dans sa périphérie, et ils ne suffit pas d'arroser les associations péri-religieuses pour régler le problème. La pauvreté et l'exclusion contaminent aussi les liens sociaux, et les agressions, dépouilles et casse, évidemment inacceptables, ne sont que le reflet atroce, certes minoritaire, de ce fossé que d'habitude on planque sous le tapis médiatique. Le foot se révèle depuis quelque temps un puissant révélateur des impensés de notre débat politique.

King Martov

RACISME

Une agression intolérable

En vacances en Dordogne dans la commune de Nabirat, dans le canton de Domme en Périgord noir, notre camarade Ibrahima Dia, militant du NPA et syndicaliste, a été victime d'une lâche et odieuse agression raciste par trois habitants qui considéraient que sa place n'était pas là...

Les faits se sont déroulés mardi 7 mai, alors qu'Ibrahima était allé se promener en fin d'après-midi. D'abord apostrophé, « Qu'est-ce que tu fais là ? Retourne chez toi ! », il a ensuite été tabassé par ses trois agresseurs : coups de pieds et de poings, insultes racistes : « Sale nègre, sale bougnoule, pédé... on t'avait dit de rentrer chez toi »... Notre camarade a dû aller recevoir des soins à l'hôpital. Il a une interruption de travail. Plainte a été déposée auprès de la gendarmerie.

Bouillie réactionnaire

Les trois agresseurs ont été identifiés, interpellés et placés en garde à vue. L'un d'entre eux est un entrepreneur qui vit entre la Dordogne et les Antilles,

pour qui le racisme et les préjugés sociaux contre les travailleurs participent de la même bouillie réactionnaire. Interrogé par le journal *Sud-Ouest*, l'un des agresseurs a tenu à faire savoir qu'il souhaitait être défendu par maître Collard. Une façon de dire clairement que les agresseurs ne sont pas seulement des crétiens racistes mais bien des amis du Front national. De notre côté, la Ligue des droits de l'Homme (LDH), se porte partie civile. Sur le département de l'Essonne où vit Ibrahima, un comité de soutien se met sur pied à l'initiative de Sud ainsi que sur la commune de Sarlat. L'affaire a été relayée dans les médias locaux et nationaux, et de multiples réactions de sympathie et de solidarité nous sont parvenues.

Le NPA exprime sa solidarité et son soutien à Ibrahima, sa compagne, son fils. De tels actes ignobles ne doivent pas rester impunis. Nous dénonçons la propagande réactionnaire, raciste et xénophobe, homophobe qui arme le bras des agresseurs.

Pierre Boulet

ROMS 1^{re} manifestation régionale

Une cinquantaine d'associations, collectifs, syndicats et organisations politiques, dont le NPA, appellent à une manifestation régionale à Paris ce samedi 25 mai pour exiger un changement de politique à l'égard des Roms.

En effet, la situation ne cesse de s'aggraver : les destructions de bidonvilles se poursuivent à un rythme soutenu (jetant les familles à la rue), les expulsions du territoire continuent, et les mesures discriminatoires (restrictions sur l'accès à l'emploi) sont maintenues. Dans de nombreuses villes les familles sont aussi confrontées à des refus de scolarisation, et ont beaucoup de mal à faire valoir le peu de droits qu'elles ont. La politique menée par le gouvernement ne fait que renforcer l'extrême précarité de ces familles.

Face à des drames comme l'incendie de Lyon (squat qui a brûlé, faisant 3 morts), Manuel Valls ne propose que le renvoi des familles en Roumanie comme solution et réaffirme sa politique d'expulsion. Les déclarations racistes se succèdent, favorisant un phénomène de rejet, voire de violence ; d'une partie de la population.

Les plus précaires sont dans le collimateur

Pour les habitants des bidonvilles comme pour tous les sans-abris et mal-logés, il est urgent de changer de politique. Les solutions existent : l'État, en lien avec les collectivités locales, doit les penser et les construire à une échelle régionale avec les acteurs sociaux et surtout, les intéressés eux-mêmes. Un relogement de ces familles et leur accompagnement social représenterait un effort dérisoire s'il était coordonné au niveau de la Région Île-de-France, et avec l'aide des Fonds européens, sous-utilisés pour l'instant.

Au croisement des luttes antiracistes pour l'égalité des droits et des luttes des mal-logés, les Roms subissent aujourd'hui de plein fouet les politiques que notre société réserve aux plus précaires. Soyons nombreux à manifester à leur côté pour exiger un changement de politique. Halte à la politique d'acharnement, pour l'égalité des droits ! Contre les expulsions, réquisition ! Assez des bidonvilles, un logement pour tous !

Laure Denis

Manifestation régionale, samedi 25 mai à 15h à Paris, départ place Saint-Michel, en direction de Matignon

NO COMMENT
Alors que le chômage des plus de 55 ans augmente, le durcissement des conditions de départ en retraite en France aboutissent à une rude réalité : la baisse du niveau des pensions et la précarisation des retraites.

MARISOL TOURAINE, ACTUELLE MINISTRE DES AFFAIRES SOCIALES ET DE LA SANTÉ... en juillet 2011

LES BROCHURES Non à la guerre au mali et On lâche rien, on change tout sont sorties



Elles sont disponibles :

- auprès des militantEs et à la librairie La Brèche à Paris au prix de deux euros

- par correspondance pour trois euros (port compris) à :

NSPAC, 2 rue Richard Lenoir, 93100 Montreuil.

Possibilité de commande groupée (à partir de cinq exemplaires, merci de nous contacter à :

diffusion.presse@npa2009.org

TOUT!
est à nous!

hebdomadaire du Nouveau parti anticapitaliste

Rédaction : 01 48 70 42 27
redaction@npa2009.org
Diffusion : 01 48 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org

Administration : 01 48 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN: 1969-8178
Commission paritaire: 0414 P 11508

Tirage: 6500 exemplaires

Société éditrice: Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication (NSPAC), SARL au capital de 3500 euros (durée 60 ans)

Gérant et directeur de publication: Ross Harold

Secrétaire de rédaction: Manu Bichindaritz

Maquette: Ambre Bragard

Impression: Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél.: 01 48 70 42 22 - Fax: 01 48 59 23 28
mail: rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT

À lire, pour débattre et agir!